

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
8 JUIN 1976

Après la rencontre de Brégançon

L'UDR AU BORD DU DIVORCE

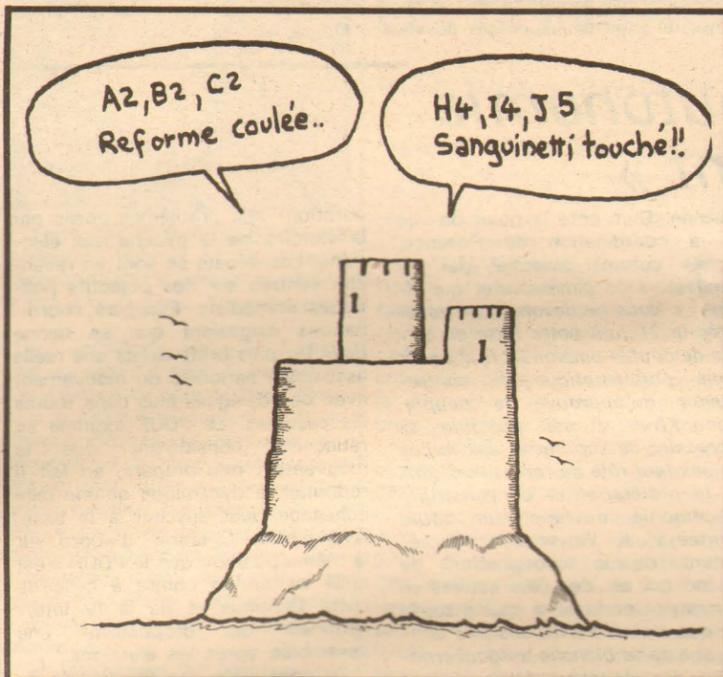
- Aucune déclaration officielle sur le contenu de la rencontre Giscard-Chirac
- Sanguinetti réclame des élections anticipées

Derrière le combat des Horaces et des « Coriaces », selon l'expression du député UDR Rolland, il y a plus qu'un règlement de comptes entre bandes rivales cherchant à se partager le pouvoir. Il y a les contradictions de la bourgeoisie européenne devant la crise économique et la montée du mouvement ouvrier. Pour la fraction avancée du capital, la solution repose à terme sur une intégration européenne économique, monétaire, politique et militaire, passant par une alliance conflictive avec les USA. Au contraire le petit capital, pris à la gorge par la crise, réclame un protectionisme accru.

Sous De Gaulle, cette contradiction fut résolue par la politique bonapartiste du général, permise par la passivité du mouvement ouvrier. Il faisait la politique de la grande-bourgeoisie, en accélérant la concentration du capital, tout en freinant (sans l'empêcher) l'intégration européenne et en préchant l'indépendance nationale (sans quitter l'alliance atlantique), ralliant ainsi la petite-bourgeoisie anesthésiée. Mai 68 mit fin à la supercherie.

Pompidou régla cette contradiction par la politique de l'alternance. Ce fut d'abord la politique Pompidou-Chaban tournée vers l'Europe et la société nouvelle, cherchant à remplacer l'alliance du grand capital avec la petite bourgeoisie traditionnelle par une alliance avec la « nouvelle petite-bourgeoisie des cadres, ingénieurs, etc. Mais ce fut l'échec sous la pression conjuguée, d'une part de la clientèle électorale de l'UDR (fondamentalement liée à la petite-bourgeoisie traditionnelle), d'autre part de la classe ouvrière déchirant les « contrats de progrès » et attirant à elle « ces nouvelles couches prolétariennes ». Face à l'Union de la Gauche, il fallut donc en revenir à l'alliance traditionnelle, renouée par le gouvernement Pompidou-Messmer-Royer.

Avec Giscard, la contradiction prit la forme du bicéphalisme: d'un côté la majorité UDR et Chirac, de l'autre Giscard et les réformateurs. Après les cantonales la tension ne pouvait que s'accroître dans la mesure où les premiers ne voyaient leur salut que dans le retour à la politique nationaliste réactionnaire à l'image du « bon monsieur Royer », tandis que les autres décidaient de poursuivre la politique d'intégration européenne (parlement européen, politique militaire) et de « réformes » (plus-values). *Suite page 4.*



LIBAN

L'ACCORD?

D'après El Fatah, la Syrie et les forces palestino-progressistes auraient négocié un accord

L'Algérie et la Lybie en médiation

Page 3

Dernière minute

A l'appel du Syndicat de la Magistrature

GREVE LE 10 JUIN

Faisant suite au mandat voté lors de sa conférence nationale extraordinaire, le Syndicat de la Magistrature vient de lancer un mot d'ordre de grève pour le jeudi 10 juin. A ce jour, non seulement le garde des sceaux Lecanuet refuse de recevoir une délégation du Syndicat mais a décidé de faire sanctionner le juge Ceccaldi qui n'acceptait pas sa mutation disciplinaire à Hazebrouck. Dans une interview accordée ce matin à l'*Humanité*, deux membres du Syndicat déclarent que cette grève aura lieu « pour que la justice s'applique à tous, que les magistrats soient libres et que cesse la chasse aux sorcières ». Il s'agit là de la première grève dans la magistrature et elle ne manquera pas de susciter une riposte du pouvoir. Ceccaldi est réprimé pour avoir voulu dévoiler les scandales pétroliers au moment où Lecanuet refuse de poursuivre des trafiquants rouennais. Dans cette épreuve de force qui s'ouvre, les travailleurs sauront choisir leur camp.

HAGUE LA BELLE HAGUE LA POUBELLE

de notre envoyée spéciale

10 à 12.000 personnes en cortège au milieu du bocage non loin des falaises ont parcouru dimanche, vingt kilomètres jusqu'à l'usine du CEA. 26 comités réunis dans le CRILAN (Comité Régional Anti-Nucléaire de Haute-Normandie). Les comités de Basse-Normandie, de Condé sur Noiraut, une délégation de Malleville, Fessemheim, des cyclistes venus de Rouen et de Paris et une présence très applaudie: les paysans-travailleurs de Normandie dans cette région rurale traditionnellement conservatrice et cléricale. Pas de cortège d'organisations politiques, ce qui n'a pas empêché Révolution, sous la bannière CAM-CDS-CLO, d'avancer en alternance les mots d'ordre: « contre le nucléaire, unité populaire » et

« une seule solution, la révolution ». Comprenez qui pourra...

Quels étaient les objectifs de la mobilisation? D'une part de s'opposer, à la construction d'une centrale à Flamanville, près de la Hague, et plus loin à Anglesville, l'ensemble transformant les côtes de la Manche en un véritable complexe nucléaire, tout cela au profit des nucléopathes et sans considération pour le développement régional. Contrairement à ce que l'on veut faire croire, ces centrales ne créeront pas d'emplois, sauf pour la durée limitée du chantier; ensuite, il n'y aura que deux cent personnes au plus: personnel d'entretien et de gardiennage.

suite p.9

DES REVELATIONS SUR LE
NUCLEAIRE EN BRETAGNE

voir page 9

ITALIE

Le mouvement des soldats se développe

LA CRISE DE L'HOMME-BUNKER

● A quinze jours des élections, 150 délégués des casernes italiennes ont tenu une coordination nationale à Udine

De notre envoyé spécial, JY Potel

Udine, le 7 juin

A l'appel des coordinations de soldats démocratiques du Frioul, le mouvement des soldats a tenu deux réunions les 5 et 6 juin à Udine au cœur du Frioul à deux pas des ruines du tremblement de terre. Pour la première fois depuis l'assemblée nationale de novembre 1975, toutes les coordinations régionales de soldats se retrouvaient pour une coordination nationale afin de faire le point de leur action et de définir leur attitude en cas de victoire de la gauche aux élections.

Les réunions de ce week-end ont révélé la force extraordinaire du mouvement des soldats en Italie. Une force qui s'impose immédiatement. Il est difficile de sortir de la gare d'Udine, ville de garnison, une sorte de Verdun italien, sans s'en rendre compte. Nous ne savions pas exactement où devait se tenir la première réunion à huis clos de la coordination nationale des soldats démocratiques. Rien de plus simple à trouver. Il suffit de suivre le flot de soldats en uniforme qui sortent de la gare. Et nous nous retrouvons dans une petite église ornée de fresques et de maximes de Saint François d'Assise.

Sous un christ défréché les coordinations régionales des soldats exposent leurs débats, leurs propositions pour l'avenir du mouvement. 150 délégués écoutent attentivement, la majorité est en uniforme.

La force du mouvement, c'est aussi cet enthousiasme, cette solidarité, cette chaleur que nous avons rencontrés, dans toutes les discussions avec ces soldats qui sortent pour la plupart d'une épreuve difficile avec le tremblement de terre. Alors que des milliers de gens meurent ou perdent tous leurs biens, la hiérarchie militaire a voulu interdire aux soldats de se porter à leur secours. Le mouvement des soldats italiens c'est cet élan spontané, cette fraternisation massive contre les ordres du commandement pour aider les populations sinistrées. C'est aussi la révolte qu'exprime ce soldat d'un régiment du génie en me racontant comment il fut reçu par son capitaine après deux nuits de secours. Il avait sauvé des dizaines de vies et le capitaine l'engueule car sa tenue n'est pas réglementaire, parce qu'il a transgressé les ordres.

Cet enthousiasme nous l'avons retrouvé dans l'assemblée publique de dimanche. Mille personnes présentes, quelques soldats en uniforme, des délégations de toutes les casernes d'Italie, du mouvement des sous-officiers démocratiques, de la magis-

trature démocratique et surtout les trois coordinations des soldats du Frioul et des délégués de villages des tentes de rescapés du tremblement de terre. Egalement plusieurs vieux partisans qui apportent leur solidarité militante et lèvent le poing sous l'ovation de la salle.

Dehors une dizaine de flics de la SID (DST italienne) surveillent les allées et venues. Des soldats qui président l'assemblée leur proposent de se joindre à eux dans la lutte contre les

golpistes et pour une armée démocratique. Dimanche s'est tenue l'assemblée publique en solidarité avec les sinistrés du Frioul. Ont pris la parole outre les soldats et les délégués des comités démocratiques de sinistrés un représentant des syndicats de la chimie, un juge de la magistrature démocratique, un délégué du mouvement des sous-officiers démocratiques et des représentants de Lotta Continua, de Democrazia Proletaria, de la IV^e internationale et du MLF.

En fin de compte on obtiendra l'assurance d'aucun contrôle d'identité. 2 000 bras se lèvent et applaudissent. Mais ces réunions ont également montré les difficultés rencontrées par le mouvement. La confusion des débats de samedi; la difficulté à se mettre d'accord sur une nouvelle échéance nationale renvoie pour l'essentiel à une conception mal définie du rôle et des tâches du mouvement en cas de vic-

toire de la gauche. En fin de compte tout le monde est conscient des enjeux. C'est ce que résumait Mario Barone, de la magistrature démocratique dans l'assemblée de dimanche: « Camarades soldats, je vous parle de l'intérieur d'une autre institution. Nous exprimons tous la crise de l'homme-bunker qui a voulu depuis 30 ans enrégimenter la population. Et nous savons combien nos responsabilités seront grandes le 21 juin si nous ne voulons pas que l'Italie soit le Chili de l'Europe. »

« Affirmer l'autonomie du mouvement »

Les débats de la coordination nationale de samedi ont montré des divergences importantes sur le rôle du mouvement face à une victoire de la gauche. Dans son introduction, le représentant de la coordination du Frioul a tiré les leçons de leur expérience lors des fraternisations: « Il y a eu, dit-il, peut-être pour la première fois, une rupture partielle de l'isolement politique et social des forces armées. Elle s'est concrétisée par l'activité pratiquement autonome des soldats les premiers jours et leur participation à des assemblées de sinistrés, surtout à Gemona » Et il a conclu par la nécessité d'ajouter contre la militarisation du Frioul, pour l'unité « peuple-armée », pour la « démocratisation des forces armées ». En ce qui concerne les élections, il a indiqué: « Le 20 juin pour les soldats, doit signifier l'arrivée du gouvernement des gauches, c'est-à-dire pour nous, non seulement un cadre politique et institutionnel plus avancé, mais également un rapport nouveau entre le gouvernement et le mouvement de masse. » Dans la discussion, une vingtaine de soldats mandatés par leurs coordinations régionales, sont intervenus. On a relevé deux types de réponses révélatrices des débats qui traversent actuellement l'extrême-gauche

italienne. D'un côté le point de vue de la coordination de Florence, donnée comme essentiel par « Il Manifesto » de dimanche et qui affirme: « Nous ne devons plus poser après le 21 juin notre lutte en termes de double pouvoir. Il faut partir d'une problématique de contre-pouvoir qu'approuve le peuple. Aujourd'hui il est possible et nécessaire de supprimer aux forces armées leur rôle de répression contre le prolétariat et de construire l'hégémonie ouvrière sur toute l'armée. » A l'inverse le représentant de la coordination de Basano qui est des plus actives en ce moment en Italie, a insisté sur le fait que « nous ne devons pas donner une carte blanche au gouvernement des gauches. Nous devons définir une plate-forme revendicative claire, affirmer l'autonomie du mouvement et aller de l'avant. » Entre ces deux positions qui ont l'avantage d'exprimer clairement deux logiques différentes, la plupart des interventions restaient confuses sur les perspectives à moyen terme. Le mouvement comme l'extrême-gauche, s'accorde sur des thèmes comme « contrôle populaire », « démocratisation de l'armée » qui souvent recouvre une réalité différente. En fait la plupart des interventions exprimaient surtout une énorme combativité et une impré-

paration aux problèmes posés par la victoire de la gauche aux élections. Les débats se sont en revanche centrés sur des objectifs politiques immédiats. Plusieurs coordinations exigeaient que se tienne dans les plus brefs délais une réelle assemblée nationale du mouvement avec des délégués élus dans toutes les casernes. Le PDUP exprima sa réticence, considérant que le mouvement peu préparé, en fait il redoutait la dynamique qu'une telle échéance peut susciter à la base. Avanguardia Operaria, d'abord sur la même position que le PDUP s'est rallié en fin de compte à celle de Lotta Continua et de la IV Internationale qui proposaient une assemblée après les élections.

En conclusion il a été décidé de tenir une nouvelle coordination nationale à la mi-juillet pour élaborer un document de discussion qui sera présenté après des débats à la base, dans des assemblées nationales en septembre. Il a également été voté une motion qui appelle les soldats à voter contre la Démocratie Chrétienne le 21 juin et pour la gauche. Il n'est pas donné d'indications précises sur le choix entre le PCI, le PSI ou Democrazia Proletaria, mais il est conseillé de tenir compte des positions des forces vis à vis du mouvement des soldats pour choisir.

aux quatre coins du monde

ANGOLA : LE RETRAIT DES TROUPES CUBAINES

● Fidel Castro a confirmé dimanche dans un discours télévisé le retrait des troupes de Cuba envoyées en Angola en précisant que ce retrait serait « graduel » et serait compensé par un accroissement de l'aide civile. Un départ qui selon lui « prendra le temps strictement nécessaire pour organiser, entraîner et équiper » l'armée de la république populaire d'Angola. Il a ajouté que Cuba et l'union soviétique contribuent à organiser l'armée angolaise et que l'on ne reculerait « ni devant les moyens, ni devant les cadres nécessaires ». Il a en outre précisé à l'intention des « impérialistes » qu'il ne fallait pas se méprendre et que les unités cubaines encore en Angola étaient suffisantes pour « mettre en déroute un quelconque envahisseur ».

AFP

CONTRE LE REGIME FASCISTE DU SHAH

● En Iran :
— Les universités et les entreprises sont administrées par les militaires et la SAVAK, la police politique, est installée partout.
— L'adhésion au parti unique fasciste du régime est obligatoire et la louange du Shah est un devoir impératif partout et pour tous.
— Un grand nombre de chefs religieux, d'écrivains et d'artistes sont en prison et subissent des tortures.
— En plus de centaines de résistants assassinés dans les prisons leurs femmes et leurs enfants sont assassinés chez eux comme « saboteurs ».

— La police procède toutes les nuits aux perquisitions nocturnes des maisons et assassine dès la moindre protestation.
— Un grand nombre d'opposants sont liquidés sous le prétexte « d'accident de voiture » et de « chute de la montagne » et beaucoup d'autres sont « portés disparus ».
— Un grand nombre de prisonniers politiques ayant depuis longtemps purgés leur peine sont maintenus en détention.

Pour protester contre le massacre des résistants anti-fascistes iraniens et la terreur qui sévit en Iran et faire connaître la réalité intolérable et dangereuse du fascisme iranien. L'Union des Etudiants Iraniens en France organise un meeting mercredi 9 juin à 20 h 30 au 44 rue de Rennes (métro : Saint Germain). Ce meeting est soutenu par le PSU, la LCR l'OCR, l'AELACF et l'AGEA.

● Contre l'Apartheid. Le Comité Anti-Outspan projettera le film « La fin du dialogue » ce mardi à 20 h 30 au Temple de Choisy le Roi.

MEETING A PARIS

MARDI 8 JUIN
MUTUALITE
20 H 30

L'ENJEU DES
ELECTIONS



Avec la participation de Massimo Gorla (Avanguardia Operaia), Pino Ferraris (PDUP) et Luigi Bobbio (Lotta Continua). Appelé par le comité de soutien à la présentation unitaire des révolutionnaires dans les listes de Democrazia Proletaria. Soutenu par la LCR, l'OC-GOP et l'OC-Révolution !

Conférence nationale du Mouvement des sous-officiers démocratiques.

Alors qu'à Udine se réunissaient les soldats, à Venise les 5 et 6 juin le Mouvement des sous-officiers démocratiques tenait un colloque sur la « démocratisation des forces armées et la condition militaire ». Samedi, en assemblée générale, les sous-officiers ont écouté des contributions de la MPI (organisation des vieux partisans) de la magistrature démocratique, des

soldats, du PS, etc.... Un travail en commission a porté sur le règlement de discipline, la santé militaire, le droit aux études pour les sous-officiers et l'animation culturelle. La participation a été très active. Lors de cette conférence a eu lieu la première manifestation publique de la coordination démocratique de femmes de sous-officiers qui vient de se créer.

Meeting à Marseille « Où va l'Italie à la veille des élections ? », avec Henri Weber, directeur de « Critique com-

munite ». Mercredi 9 juin à 20 h 30, salle « Le club », 51 rue de Grignan.

LIBAN

LA SYRIE ET LES FORCES ISLAMO-PROGRESSISTES ONT PASSE UN ACCORD INAPPLICABLE

Celui-ci, qui a vu la médiation de l'Algérie et de la Lybie intervient après que les forces syriennes et la résistance se soient violemment affrontées.

Le « coup de force » syrien se précise. Un long convoi de blindés a dans la matinée de lundi dépassé le col de Baidar et est arrivé aux portes de la ville de Sofar (30 km à l'est de Beyrouth).

Des miliciens des forces progressistes qui contrôlent la ville, ont établi des barrages de mines. Cette avance laisse à penser que les forces progressistes

qui tenaient plusieurs positions tout récemment au col de Baidar ont dû opérer un repli.

Plusieurs témoignages font état entre Sofar et Chtaura de plusieurs centaines de véhicules dont une centaine de blindés souvent de type « T-62 » soviétique ou « P-54 », et des canons auto-tractés. On note également de forts contingents

d'infanterie.

Quant à l'engagement de l'aviation et de la marine il est difficile à préciser. Lundi des appareils ont survolé à plusieurs reprises des positions contrôlées par les forces progressistes et à chaque passage les DCA de protection sont entrées en action. En outre, la radio officielle palestinienne a annoncé que des vedettes syriennes ont bombardé

la base aérienne de Koleyate au nord du Liban. Celle-ci est en effet passée dimanche sous le contrôle des forces coalisées de la Résistance palestinienne et de la gauche libanaise.

Une situation dont l'évolution va maintenant dépendre de l'application de l'accord conclu lundi soir entre la Syrie d'une part; la Résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises

de l'autre. Cet accord porte sur quatre points :

- entrée en vigueur d'un cessez-le-feu à 17h 30 (heure locale).
 - libération des prisonniers.
 - retrait de forces syriennes jusqu'à El Bikaa.
 - constitution d'une commission syro-algéro-libyenne chargée de résoudre la crise.
- F.T.



La poursuite de l'intervention militaire syrienne au Liban provoque une dégradation sans précédent des relations Syro-palestiniennes.

Depuis samedi les affrontements se multiplient entre les forces de la Résistance et la Saïka (organisation palestinienne pro-Damas). A Beyrouth, plusieurs permanences de ce mouvement ont été investies par les forces « progressistes ». Des duels d'artillerie se déroulaient dans la banlieue sud de la capitale, autour de l'aéroport international de Khaldé et sur les contreforts de la montagne qui surplombe la ville.

L'aviation libanaise (composée d'une vingtaine d'appareils à réaction) appuie l'offensive syrienne. Le commandant Mattar, chef d'Etat-major d'un regroupement favorable à Damas au sein de l'armée libanaise (« Avant-garde de l'armée libanaise ») déclarait dimanche : « Depuis mardi, nous recommençons à sortir. Nous n'utiliserons jamais nos avions contre des civils mais contre des objectifs stratégiques, après plusieurs avertissements pour consolider le cessez-le-feu ». Il ajoutait : « Tous les officiers sont pour nous, sauf ceux qui ont des relations avec les partis politiques ». Cela n'empêchait pas les « hawkers » d'intervenir violemment contre l'Armée du Liban arabe sur la route Beyrouth-Damas et dans la Bekaa (centre-Liban).

Parallèlement, les troupes syriennes avançaient vers Beyrouth et franchissaient le col de Dahr al Baidar, dépassant le point stratégique de Mdeïre à quelques kilomètres de la capitale.

Radio le Caire diffusait dans la soirée un message de Yasser Arafat : « Les forces syriennes ont commencé dimanche à 18h (heure locale) une offensive générale contre les forces de la Résistance Palestinienne et les peuples palestiniens et libanais ». Il appelait à la tenue immédiate d'un sommet arabe pour « faire face au plan syrien ».

Dans le même temps, le représentant de l'OLP en Egypte annonçait que les membres de la Saïka étaient écartés des postes dirigeants de la Résistance Palestinienne et qu'une procédure était instruite contre cette organisation devant le Conseil National Palestinien.

Seule une déclaration de Farouk Kaddoumi, dirigeant du département politique de l'OLP, tentait de rétablir un lien avec la Syrie. Elle affirmait :

« Les relations syro-palestiniennes n'ont pas atteint le point de non-retour, nous espérons qu'elles ne l'atteindront pas. » Il ajoutait néanmoins : « Si les menaces d'écraser la révolution palestinienne et le mouvement national libanais sont mises à exécution par l'armée syrienne, il y aura un second Vietnam au Liban. Nous essayons cependant d'émêcher les relations syro-palestiniennes d'atteindre un point de rupture. Nous tenons à les sauvegarder en raison de nos intérêts stratégiques communs. »

Le relâchement des liens syro-palestiniens a provoqué un rapprochement avec l'Egypte qui a fermé l'ambassade de Damas au Caire et autorisé l'OLP à émettre sur les ondes égyptiennes. Depuis la dénonciation par la Résistance des accords du Sinai, les émissions avaient été interrompues.

La situation actuelle démontre une fois de plus comment l'OLP est condamnée à manœuvrer entre des régimes arabes réactionnaires qui veulent arriver à un arrangement avec l'impérialisme et le sionisme sur le dos des masses arabes palestiniennes et contre les intérêts de la bureaucratie du Fatah.

Hier opposée à l'Egypte qui signait un accord de non-belligérance avec Israël pour une durée de trois ans, aujourd'hui confrontée à la Syrie qui tente de contrôler étroitement ses activités, la Résistance est toujours en danger.

Kaddoumi a raison de souligner les intérêts stratégiques communs de l'OLP et la Syrie. Damas ne pourra récupérer le Golan qu'en montrant à l'impérialisme qu'elle contrôle la Résistance.

En même temps, une Résistance trop affaiblie diminuerait son rôle d'intermédiaire. Alors que la Syrie tente donc d'établir ce savant équilibre, la direction de l'OLP sait qu'elle peut négocier à son profit le prix que devra payer la Syrie pour faire reconnaître son rôle par l'impérialisme. Et elle est prête à fixer le prix par la voix des armes.

R. Brestar

ALLEMAGNE

Contre le « Berufsverbot »

LE CONGRES DE L'ETOILE JAUNE

● La plus importante réunion de l'extrême-gauche depuis 1968

Francfort de notre correspondant.

Le congrès anti-répression, à Francfort, le week end dernier, était indiscutablement un événement important quant au succès qu'il a recueilli. Vu l'atmosphère d'intimidation et de peur qui règne actuellement en Allemagne, un rassemblement de plus de 20 000 personnes manifeste la volonté croissante d'une lutte unitaire contre la répression et les interdictions professionnelles (Berufsverbot).

Organisé dans l'unité par des mouvements situés à la gauche du SPD (parti social-démocrate au gouvernement), le congrès réunissait les Jusos (jeunes de gauche du SPD), divers groupes maoïstes, le GIM (section allemande de la IV^e Internationale), et le Bureau socialiste, seul était absent le Parti communiste (DKP). De nombreuses délégations étrangères, comme celle dirigée par Peter Kreiski, le fils du chancelier

autrichien, à la tête de l'Initiative Sozialistisches Politikus, tendance de gauche du PS autrichien. Parmi les délégations françaises, on remarquait le PSU, le Comité anti-répression, et le groupe d'information sur les pays de langue allemande.

De nombreuses personnalités politiques se retrouvaient côte à côte pour la première fois : Cohn Bendit, Rudi Dutschke, l'économiste Abendroth, Oscar Nigd, représentant les différents courants de la gauche et de l'extrême-gauche allemande.

Le congrès qui avait commencé par deux grandes manifestations, le samedi, sur la place Römer, s'est poursuivi pendant deux jours par des commissions siégeant en différents endroits de la ville, où ont été abordés différents sujets comme : la répression à l'école et dans la fonction publique, les luttes

de femmes, l'antimilitarisme avec la participation de 40 soldats, le chômage, l'usine, etc. Celle qui a soulevé le plus d'intérêt fut la commission presse qui a constaté que la concentration de la presse permettait paradoxalement à la « contre-pression » d'augmenter ses tirages. 38 journaux de contre information (volksblatt) ont été recensés dont certains comme celui de Cologne tirent à 10 000 exemplaires. Quant aux interdictions professionnelles elles furent symboliquement dénoncées par des milliers de participants arborant une étoile jaune sur laquelle le J de juif avait laissé place au R de révolutionnaire.

Cette manifestation fut probablement le plus grand rassemblement de la gauche socialiste et de l'extrême-gauche en RFA depuis la fin des années 60.

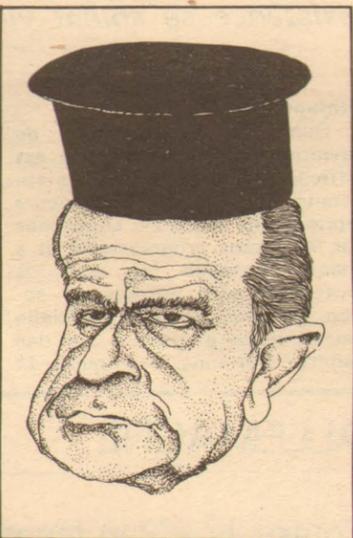


Aujourd'hui commence la 4^e semaine du procès Simeoni

DEUX THESES INCONCILIABLES

Témoignage attendu : Libert Bou. Il fut l'artisan de la Charte, ce mirage qui, pendant plusieurs mois attira la quasi-totalité des forces politiques insulaires, à commencer par la direction de l'ARC. D'une voix monocorde, l'envoyé spécial du pouvoir devait s'appesantir sur les contacts qu'il avait noués avec la population corse, insistant sur le fait que, dans les débuts, l'ARC, sans le soutenir, avait évité de lui mettre des bâtons dans les roues. Pour lui, les origines d'Aléria remontent au manifeste de la Pentecôte, lancé par le groupement clandestin, Ghjustizia Paolina qui dénonçait « le mystificateur Libert Bou et les réformistes de l'ARC ». « Pour moi, Aléria a été un constat d'échec » soulignait-il tout en affirmant qu'aujourd'hui, il était possible de constater les effets bénéfiques de la politique gouvernementale. Edmond Simeoni, puis, le lendemain, son frère Max, mettaient au contraire l'accent sur l'échec flagrant de la « mission Bou ». La continuité territoriale ? Une plaisanterie qui n'a eu pour seul résultat que d'enrichir les riches et appauvrir les pauvres. Les émissions radio télévisées en langue corse ? On les attend toujours. En un mot, le tort de Libert Bou avait été de croire que le problème corse n'était qu'un problème de gros sous, une histoire économique alors qu'il s'agissait et il s'agit bien d'une crise d'identité nationale, d'une question essentiellement politique. A ce propos, les inculpés rappelaient au témoin sa fameuse phrase, prononcée lors d'une réunion : « Même deux cent mille autonomistes ne parviendront

pas à faire modifier la constitution ; Libert Bou devait s'en expliquer clairement : « Je voulais dire par là qu'il serait injuste que la constitution de 52 millions de personnes soit changée pour 200 000 corses.



Le procès devait prendre sa réelle signification avec les dépositions de sociaux professionnels tels Poli, ou le dirigeant de la FDSEA corse qui démontraient l'injustice totale du pouvoir central à l'égard des insulaires. Blocage de crédit, mise en faillite... en un mot une politique concertée d'étouffement. Fieschi, l'un des inculpés, responsable du syndicat de transporteur « Strada Corsa » ex-

pliquait avec force comment les banques lui avaient refusé tout crédit, comment des accidents arrivèrent à ses camions, accidents pour le moins suspects.

Désormais, l'accusation et la défense sont face à face. La semaine qui vient n'apportera vraisemblablement rien de nouveau, car les témoins de moralité vont se succéder à la barre. La thèse du procureur reste la même : les deux gendarmes tués à Aléria sont les victimes innocentes des « insurgés de la cave » et du discours prononcé à Corte par Edmond Simeoni. Sa tâche n'aura guère été facilitée par les différents témoignages de cette semaine qui ont démontré qu'il y avait bien des tireurs placés derrière les lignes de gendarmes. Mais, en définitive, et il faut le rappeler, le verdict sera moins le résultat de ce qui se passe à l'intérieur de la salle que celui d'une situation dans et hors de l'île. Le pouvoir se sent-il aujourd'hui capable de faire face à une explosion dans l'île ? Voilà la véritable question. La réponse dans environ une semaine.

Pietri

ODEURS STALINIENNES...

Pour la première fois depuis qu'il est quotidien, l'« Humanité » a cité « Rouge », samedi matin dans ses colonnes. Sous le titre générique « les idéologues de la bourgeoisie adaptent leur tir », on pouvait notamment lire, sous la plume de Michel Doumenc : « L'Aurore et Rouge se retrouvent (...) Les trotskystes et la droite la plus affirmée se rejoignent dans cette affirmation : « Le discours libéral » des communistes n'est qu'un masque sous lequel persiste sa véritable nature ».

Outre que « Rouge » n'a jamais dit ça, et qu'un tel amalgame avec la presse bourgeoise est proprement scandaleux, les commentaires de l'« Humanité » sont dignes de la plus belle époque stalinienne. Les discours changent, les réflexes restent...

La fête du PSU

Les 12 et 13 juin à la Courneuve, le PSU organise

La fête annuelle de l'autogestion

Entrée : 20 F

Avec : Robert Charlebois, Gilles Servat, Archie Shepp, Jacques Higelin, etc.

4 débats : « Sommes-nous en 1934 ? »

« La magistrature »

« Gauche ; pause ou mobilisation populaire »

« Unité populaire et autogestion »

VICTOIRE DE LA SOLIDARITE OUVRIERE A FORBACH

● Une campagne unitaire exemplaire contre un médecin-patron de combat.

Il y a une semaine, le docteur Grosse, patron de la clinique St François à Forbach, était débouté de la plainte en diffamation qu'il avait déposée contre des militants PSU et LCR. Ils avaient en effet dénoncé les conditions de travail et la qualité des soins donnés dans la clinique.

La victoire remportée est le fruit d'une campagne de solidarité unitaire. Elle a été marquée par la parution d'un numéro spécial d'un bulletin commun PSU-LCR. Un communiqué de soutien a aussi été signé par les organisations ouvrières et syndicales du bassin houiller de Lorraine. Cette campagne de soutien a montré la possibilité de l'unité la plus large du mouvement ouvrier pour faire reculer la bourgeoisie.

Nous reprenons des extraits du Bulletin spécial édité en commun par le PSU et la LCR sur le déroulement du procès qui s'est transformé en procès de la médecine du capital, des conditions de travail et de la répression anti-syndicale.

La médecine du capital

Une femme de 56 ans déclare : « J'ai accompagné mon mari jusqu'à la porte de la salle d'opération, il portait une culotte de pyjama et une chemise de coton. Lorsqu'il est ressorti de la salle d'opération, il portait toujours les mêmes vêtements maculés de sang... ».

Une autre : « Enceinte de six mois et menacée de fausse couche, j'ai été hospitalisée à la clinique St François. Le docteur m'avait posé un cerclage. Le samedi et le dimanche, on m'a soigné convenablement. Mais le dimanche soir, les contractions devenaient intolérables, et craignant les blessures que le cerclage pouvait me provo-

quer, ainsi qu'au bébé, j'ai appelé la veilleuse de nuit pour qu'elle prévienne la sage-femme... vers six heures du matin, j'ai effectivement accouché, mais toute seule, dans ma chambre, à travers le cerclage. Docteur et sage-femme sont arrivés surpris. Le bébé était vivant, mais pas de couveuse sur place pour le maintenir en vie. On l'a transporté en face, à l'hôpital Marie Madeleine (en 74, cela coûtait 69 F), puis à Nancy, au centre de réanimation, où il est décédé quatre jours plus tard. J'ai attendu jusqu'à 9 heures du matin pour qu'on me change enfin les draps de lit, qu'on me donne les premiers soins et qu'on m'enlève le cerclage. Le col de l'utérus est abimé. Si je voulais maintenant un autre enfant, il faudrait m'opérer au préalable ».

Les conditions de travail du personnel de la clinique

Un ancien manipulateur en radiologie témoigne : « Madame Grosse faisait régner une terreur comparable à celle des gardes-chiourmes des camps allemands où j'étais enfermé à l'âge de 16 ans... ».

Le personnel ne possédait pas de diplôme. A part le nombre d'infirmières minimum que les cliniques privées sont tenues d'avoir, le reste apprenait sur le tas.

Une autre déclare : « Non-diplômée, en période d'été, j'étais responsable seule de deux étages. Et souvent Madame Grosse m'obligeait à abandonner le service pour aller lui porter du dermicide à la villa, à côté de la clinique ».

La répression anti-syndicale

Les salaires étaient mauvais pour tout le monde ; les conditions de travail aussi. Mais le jour où la sec-

tion syndicale CFDT s'est créée, la haine des patrons s'est reportée essentiellement sur les militantes CFDT, essayant de créer ainsi la division entre le personnel.

Subitement, une section CFTC est apparue, essayant de prendre tous les sièges aux élections des délégués du personnel. La CFDT réussit tout de même à prendre un siège. Le sort des militantes fut dur. Elle durent subir :

- Les insultes grossières de la part de Madame Grosse ;

- Une déléguée est appelée quatre jours de suite au bureau du

personnel où on l'oblige à lire à haute voix des tracts CFDT et ceci en présence de tous les militants CFTC, et les commentaires de pleuvoir ;

- On a proposé de l'argent à une militante ;

- On faisait passer des contrôles médicaux très poussés pour essayer de trouver des maladies aux militantes CFDT. Sous prétexte de radios, on obligea une déléguée à s'exposer, poitrine nue, devant le radiologue et derrière lui, toute la section CFTC, ceci pendant une demi-heure, le temps que tout le monde vienne voir.

Motion de soutien

Le 7 mai, au cours d'un procès au Tribunal de Sarreguemines des camarades d'organisations syndicales et politiques diverses ont été trainés devant la justice par le Président-Directeur Général de la clinique St François, le docteur Grosse : ils sont accusés de propos diffamatoires.

Dans cette affaire, des militants affrontent le patronat local : d'un côté, la bonne foi des militants qui n'ont aucun intérêt financier, mais qui ont agi dans l'intérêt des malades, de l'autre côté, le profit et l'exploitation des malades et des travailleurs de la santé. Le choix est clair, nous soutenons ces militants.

Cette motion a été signée par les organisations suivantes :

- Fédération régionale des mineurs de la moselle CGT
- Syndicat des mineurs CFDT
- Syndicat CFDT de CDF-Chimie
- Syndicat régional des douanes de Metz (SNUD-CFDT)
- Section syndicale CFDT Ugilor
- Section syndicale CFDT des médecins miniers
- APF (Syndicat du cadre de vie) de Stiring et Forbach
- Section syndicale CFDT des médecins miniers
- ASF (Association syndicale des familles) de Creutzwald
- PCF de Behren et Forbach
- PS de Forbach et Farebersviller
- Mouvement français de Planning Familial
- JOCF (Jeunesse ouvrière chrétienne féminine)
- JOC
- Les amis de l'Ecole Emancipée
- Rénovation syndicale
- SGEN (Syndicat général de l'Education nationale - secteur de St-Avold-Forbach)
- Comité lycéen du lycée J. Moulin Forbach

Ces signatures ne concernent évidemment que la motion de soutien ; elles n'engagent pas la responsabilité des organisations quant au reste du bulletin.

Suite de la page 1

c'est un garçon...



Mais devant les contradictions entre les différentes bourgeoisies européennes et la montée du mouvement ouvrier, ni les uns ni les autres n'ont les moyens de leur politique. La bourgeoisie allemande n'est pas disposée à payer les dettes de la bourgeoisie italienne au risque d'importer dans son propre pays la flambée des luttes ouvrières de l'Europe du sud (ce qui ne préjuge pas de son attitude face à des gouvernements de gauche en Europe du sud). De son côté, le prolétariat des pays de l'Europe du sud n'est pas prêt à accepter un repli économique nationaliste supposant un retour aux plus belles heures du fascisme. Dès lors l'important pour les uns et les autres est de gérer l'Etat fort laissé par le gaullisme, dans la perspective de l'affrontement avec le mouvement ouvrier. L'UDR face à un gouvernement PC-PS penche plutôt vers le recours à l'armée de métier doublé de la « résistance populaire » des SAC, CDR et autres barbouzes. Les giscardiens semblent d'abord miser sur la dissociation du PS et du PC après leur victoire électorale, et n'ont pas totalement renoncé à l'idée d'un gouvernement Giscard-Mitterrand. Si cette politique se trouvait débordée par le mouvement de masse, et si l'on assistait, selon l'expression de Valéry, à « une déstabilisation générale de la sécurité dans le monde, déstabilisation qui se produit également à l'intérieur et que connaît bien le ministre d'Etat », le dernier recours serait une armée conventionnelle mieux équipée et mieux structurée. En attendant il s'agit de mettre fin au bicéphalisme en liquidant l'UDR. Le rapprochement des républicains indépendants et des réformateurs, accéléré par la loi sur les municipales, y pourvoit.

La nouvelle querelle entre l'exécutif et le législatif n'est donc pas un simple règlement de comptes. Le mouvement ouvrier peut la transformer en crise ouverte de régime si, loin de respecter la consigne de Giscard aux officiers : « Messieurs, je vous invite à vous taire », il porte le fer sur la plaie des institutions elles-mêmes.

R. Yvetot

Rectificatif

Dans Rouge daté de samedi 5 juin, une erreur rend incompréhensible le début de l'article signé Yves Salesses en Page 5. Il s'agit des premiers passages en italique, texte de l'amendement soumis par la LCR et refusé par le PSU. Il est placé deux lignes trop bas, ce qui semble en faire un amendement rédigé par le PSU, alors que celui-ci avait refusé d'en écrire un. Il fallait donc lire : «... nous proposons un amendement... Texte de l'amendement... Il est refusé. Nous demandons au PSU de rédiger lui-même un amendement. Nouveau refus... »

DES FETES, LA FETE ?



DEBAT

L'article publié ci-dessous lance le débat sur les fêtes de l'extrême-gauche. S'il exprime un sentiment peu ou prou partagé par certains militants révolutionnaires, celui-ci n'est pas nécessairement partagé par l'ensemble des militants du comité de rédaction de Rouge...

Faut-il vraiment que l'extrême-gauche organise des « fêtes » ? Depuis que *Lutte Ouvrière* a donné le coup d'envoi, *Politique Hebdo*, le PSU, la Ligue et le PCR se sont mis sur les rangs. Au point que ces fêtes prennent l'allure d'une institution dans seuls les rabat-joie les plus sinistres pourraient avoir l'idée de contester l'intérêt...

Un vaste malentendu

Sur l'ensemble de ces fêtes plane l'ombre d'un vaste malentendu. A un premier niveau, et cela ne doit absolument pas être entendu dans un sens péjoratif, il s'agit d'opérations politiques et financières visant à promouvoir un sigle ou un titre et à assurer quelques entrées de fric. Pourquoi pas, pourquoi laisser à *l'Humain* le privilège des bénéfices juteux de sa fête de septembre ? Mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi tout le discours de la « fête » dont on entend s'enfler la rumeur ces derniers temps dans l'extrême-gauche. *PH* peut préférer faire le plein de tout ce qui est « hors show-biz » et *Rouge* spéculer sur la notoriété de Doctor Feelgood et Captain Beefheart. *LO* amalgamer valeurs sûres et talents plus discrets, tout le monde reste d'accord sur l'essentiel : l'extrême-gauche a droit à la fête, militer, lutter pour le socialisme, n'est pas contradictoire avec le désir de s'amuser, jouer, se détendre... dans un espace qui n'est déjà plus celui des « loisirs » capitalistes. Comme disait *PH* au lendemain de sa dernière fête : « La fête de Lyon, ce devait être l'occasion de faire la joyeuse synthèse de cette multiplicité de désirs qui cherchent à prendre forme, à se satisfaire en marge des loisirs codifiés que nous impose la société où nous vivons à travailler et consommer vaillamment... »

La « pratique de la fête »

Ce type de rassemblement appelle des objections de toute nature. D'abord, il ne découle pas du fait que le besoin ou le désir de fête grandisse dans la jeunesse et l'extrême-gauche pour des raisons historiques, sociales et idéologiques sur lesquelles nous n'avons pas le loisir de nous étendre ici, que l'extrême-gauche *doive* organiser des « fêtes ». S'agit-il simplement de modifier aux yeux des masses une image de marque de l'extrême-gauche réputée austère ou plus profondément d'intégrer la « pratique de la fête » à la pratique sociale et politique des révolutionnaires ? Le débat serait intéressant à poursuivre sous le regard amusé des dérivants-désirants qui ont résolu le problème depuis longtemps...

Au reste, en quoi ces fêtes rompent-elles avec le modèle de consommation courant du loisir ? Dans l'espace qui sépare la prestation de Doctor Feelgood (à la Villette) lors de la fête de *Rouge* de celle des Stones (à la Villette) sous l'égide du show-biz de haut vol, nous ne voyons pas vraiment pointer la silhouette de l'homme nouveau : les grandes attractions des fêtes de l'extrême-gauche, dans la sphère politique ou dans celle du spectacle reproduisent la division

entre actifs et passifs dont souffrent les grandes messes de l'extrême-gauche comme du show biz...

Quant aux moins grandes, elles oscillent en permanence entre l'improvisation et l'ennui. Non que les artistes qui s'y produisent souvent bénévolement soient des ringards, mais de sonos pourries en espaces impraticables pour des comédiens, et les spectateurs, les unes et les autres ne tardent généralement pas à perdre leur bel enthousiasme originaires. L'espace où s'organisent les fêtes d'extrême-gauche est tout sauf un espace ludique. On y oscille en permanence entre le désir du jeu pour le jeu, de la fête au sens plein du terme, avec tout ce que cela implique comme part d'improvisation, prospection de rapports sociaux nouveaux et le cérémonial séculaire des débats politiques de chapelle.

Comme cela est l'évidence, l'un et l'autre ne font pas bon ménage... Avant hier, à la fête de *LO*, un mime très talentueux se produisait sur fond de débat tonitruant entre un « varguiste » et un bordiguiste... De quoi vous dégoûter de l'art et de la politique à tout jamais !

Le ghetto

Finalement, aucune de ces fêtes n'échappe à l'échec du ghetto. L'extrême-gauche s'y retrouve, avec ses rites et ses rituels, et ne s'y amuse pas vraiment. On bouffe, on boit, on achète des babioles, comme au marché aux Puces, on retrouve des copains comme dans n'importe quelle Mutu... Lorsque, comme à la fête *Rouge* ou à celle de *LO*, le nombre des entrées dépasse à l'évidence l'addition des gauchistes en guoguette, c'est par juxtaposition de deux publics qui ne se mélangent pas : militants et fans de Doctor Feelgood pour l'une, militants et familles en partie de campagne pour l'autre... Autant dire tout de suite que ni Arlette, ni Mandel ne laissent des souvenirs impérissables à ce public « neuf ».

Quant aux stéréotypes de la consommation courante, du petit potlach du dimanche qui est la menue monnaie des loisirs ordinaires, il faut être bien aveugle pour ne pas les retrouver partout dans les fêtes de l'extrême-gauche : jeux de force et d'adresse de la fête de *LO*, vedettes de la fête de *Rouge* etc. Rien de subversif ni d'anticipateur dans tout cela, recomposition de la force de travail peinte en rouge, le temps d'un après-midi à l'issue duquel on se retrouve gros-jean comme devant... sa télé.

Pour finir, l'envers du décor : les fêtes de l'extrême-gauche, c'est une débauche d'énergie militante investie en confection de sandwiches, montage de stands, travail d'épiciers-forçats pendant trois jours... N'y a-t-il pas mieux à faire en ces heures chaudes de la lutte des classes ? Une débauche d'énergie et une routine : *LO* en est à sa sixième fête, manifestement à cours de souffle et d'inspiration ; mais imagine-t-on l'extrême-gauche veuve de la fête de *LO* et *LO* embarrassée d'un terrain inutilisé de plusieurs hectares ?

A.B

La fête de Lutte Ouvrière à Mériel

La plus ancienne des fêtes de l'extrême-gauche, celle qui a donné le la. C'est en substance la présentation que fait de la fête de *Lutte Ouvrière* le dépliant spécial diffusé à l'entrée. Une affirmation indiscutable. Lancée en 1970 et installée solidement à Mériel, à la campagne près de Paris, dans un parc aménagé grâce à plusieurs mois d'efforts militants, depuis 1972, la fête de *LO* innovait sans aucun doute à ses débuts. Une ballade, un lieu de rencontre. Le sentiment qu'ici on peut tout dire. Clamer ses idées. Ne pas être aux aguets. Rien à voir avec cette société qui muselle et morcelle. Des montages audio-visuels, dispersés dans les allées, racontant des luttes, nos espoirs, d'aujourd'hui et d'hier. Des forums, libres, que chaque groupe peut organiser sur le sujet qu'il désire. A l'époque, pour l'extrême-gauche qui n'en avait pas souvent l'occasion, un endroit privilégié pour débattre, échanger des arguments, se connaître aussi.

La fête inchangée

Mais, depuis, il s'en est passé des choses. D'autres fêtes ont été organisées, frayant d'autres voies. D'autres remises en cause ont traversé les organisations révolutionnaires elles-mêmes. Le mouvement des femmes a pris de

l'ampleur. La crise des valeurs, celles des chaînes quotidiennes de cette société, est devenue encore plus pressante. Or, sur ce plan, celui qui revenait pour la quatrième fois consécutive à Mériel était déçu. L'attrait de la nouveauté passé, la fête inchangée, semblable à elle-même, aux précédentes et aux suivantes, pèse. L'ennui pointe et aussi l'énervement, car certains aspects choquent.

Peu de femmes au service d'ordre, mais seulement elles - ou presque - à tenir des stands où se vendent pêle-mêle des poupées en tissus, des tissages, des babioles décoratives. Des jeux où l'on en appelle à la force, tel animateur réclamant des athlètes *costauds* pour participer à une joute, ou tel autre proposant de *battre les cadences* en sciant une barre de métal en moins de 15 secondes. Des membres du SO demandant de se *rhabiller* à des danoises qui allaient le torse nu, sans aucun esprit de provocation, parce qu'« *ici, il y a des familles ouvrières avec des enfants* ». Des librairies qui s'ouvrent à la littérature, pourquoi pas ? Mais jusqu'à Maurice Druon ou Joseph Joffo, c'est aller un peu loin. Un monde où tout semble rester à sa place, ceux qui viennent chanter patientant dans une aire réservée, baptisée *Cité des artistes*, pas loin d'un

SEMBLABLE A ELLE-MEME

stand de crêpes, faites par des spécialistes précise l'affiche. Un restaurant des enfants, fleur bleue, avec une seule décoration, un *bugs bunny*, droit sorti de Walt Disney. Des débats enfin, mais marginaux dans ces forums, un peu à l'écart des allées, ne rassemblant jamais la foule, où chaque groupe présent y va de son couplet, sans véritable échange.

L'énumération peut sembler sévère. Elle fera bondir et certainement réagir les camarades de *LO*. Elle traduit pourtant une déception réelle. Car l'on ne peut tout justifier sous prétexte de faire une fête populaire. Ni les jeux forts traditionnels ou la pudibonderie, ni la compétition ou la politique plaquée ou marginale. Qu'il soit difficile de faire une fête réellement différente, c'est certain. Toute l'extrême-gauche a buté sur le besoin de fric, l'esprit de consommation inévitable, ou le dédale du spectacle et du show biz. Mais il ne peut suffire que la fête soit simplement un lieu où l'on se retrouve. Il faut encore qu'elle soit un événement pour ceux qui s'y rendent, un événement politique au sens plein, s'attaquant aux enfermements quotidiens. Qu'elle nous bouleverse un peu. Et ce n'était pas le cas, lors de cette Pentecôte 1976.

J.K

La fête des JC à Ivry

Ils avaient l'air content. Rencontrés au hasard des rues d'Ivry occupées par la fête annuelle de leur mensuel *Avant-garde*, les militants des JC donnaient tout de suite le ton : « finies les fêtes parquées, isolées », « les autres fois ont fait des bides », « cette fois c'est mieux, plus nombreux ». Une raison simple à cela, l'innovation essentielle : la fête dans la ville. Autant celle de « la jeunesse », que celle de la municipalité communiste, qui n'a pas lésiné sur les moyens : du cinéma au stade, des rues aux places principales, sans oublier la piscine, toute une infrastructure gracieusement offerte...

Marx, l'air gouailleur, auto-stoppeur, vaguement motard, trône donc sur la façade de la mairie, jettant un œil sur le public de la scène centrale. Assistance nombreuse ? Un peu plus de la moitié de la place pour le meeting central, les trois quarts pour Catherine Ribeiro. Les autres innovations qui devaient faire la « fête nouvelle » sont plutôt décevantes. Le « premier festival périphérique de la bande dessinée » est vraiment périphérique, à l'écart, dans une salle de sport où les emplacements coûtent 300 F. et où il ne vient pas grand monde. Le rassemblement des motards est encore plus lointain, hors de la fête. La cité internationale est coincée entre le chemin de fer et son bruit infernal, la fête foraine et son strip-tease scandaleux (voir ci-contre).

Reste la politique. Un JC des Hauts-de-Seine nous dit que cette fois-ci, « ce n'est pas la saucisse frites ». Il ne nous a pas convaincu. Tous les stands de fédérations ne font que dans la restauration. Seuls les débats du stand du Conseil national ont eu quelque succès. Louis Bailly y déclara que ce que le PC veut « c'est que l'armée soit neutre, pas aujourd'hui au service de la droite, ni demain au service de la gauche ». Moins imbu de dignité parlementaire, Jean Michel Catala, secrétaire du MJCF, y affirme à propos des incidents à la fin des manifestations où les « gauchistes » sont présents que « le ministère de l'Intérieur en a la responsabilité presque totale » et que « si des jeunes expriment leur volonté de changement en cassant des vitrines, ils se trompent, et il faut les combattre politiquement ».

LA POLITIQUE, C'EST LE DEFRICHAGE

Autre chose que les « gauchistes marcellins ». Interrogés, les JC répondent qu'à la fête, la politique « c'est le défrichage », c'est à dire le recrutement. Défriché moi-même, j'ai appris qu'il suffisait que « je pense être d'accord » avec le parti, qu'il n'y avait pas de « test » et qu'on me formerait « après ». N'est-ce pas ainsi qu'on fait une organisation suiviste et peu démocratique.

Dernière impression : certains des JC se sentent plus à l'aise pour discuter

avec les « gauchistes », même amicalement. Les brutalités et les excommunications d'il n'y a pas longtemps « c'était des erreurs », et pourquoi ne pas échanger des arguments avec ceux qu'on rencontre dans le militantisme quotidien ? L'interdit paraît souvent levé. La morale, la dictature du prolétariat, la crise des valeurs et les rapports militants dans la JC, on en a parlé. Autour d'un verre de blanc.

J. Krasny

Strip-tease...

C'est une baraque, dans le périmètre de la fête d'Avant-Garde, au milieu de la fête foraine, pas loin de la Cité Internationale. Sur la façade, maladroitement dessinées, deux blondes platinées, tapageuses, presque nues. Et ça s'appelle : « la cage du sexe, strip-tease intégral ».

Il est dix sept heures, dimanche. Le spectacle va commencer. Devant le stand, micro à la main, une femme fait le boniment : « Approchez Mesdames et Messieurs... du jamais vu... nu intégral... si c'est pas vrai je rembourse... ».

Une fille monte sur un petit podium. Elle va danser, pour attirer les clients. Surprise, ce n'est pas la triste épave, victime du système, qu'on s'attend à voir dans ce décor minable. Elle nous regarde mais elle ne voit personne. Elle a un visage intelligent, sans un sourire, et visiblement, nous méprise.

On a presque encore plus honte d'être là, bétail regardant un autre bétail. Je m'indigne, j'interpelle la foule. « C'est ignoble, vous ne pouvez pas tolérer ça ». Rires mi-génés, mi-gouguenards. Personne ne bouge. Je passe pour un abruti, un pisse-froid. Elle a fini de danser, elle rentre dans le stand. Le numéro va commencer. Le boniment reprend de plus belle. Hésitations. Ils n'osent pas entrer. Indignés ? Non. On pourrait les voir... Je ne reste pas plus longtemps. Sûrement certains ont fini par rentrer, en douce, un peu honteux.

Je cours vers les militantes de la JC. Et je reprend mon couplet, une

fois, deux fois, dix fois. « Y'a un stand de strip-tease. Il faut faire quelque chose ». Et les réponses tombent, toutes les mêmes. La première me rit au nez : « et alors, qu'est ce que ça peut me foutre ». Une autre : « Si ça lui plaît de gagner sa vie comme ça ». Une autre encore : « Vas-y ça te défoulera ». Le stand de l'UEC Vincennes. Je m'approche : « C'est le système qui veut ça. Tant qu'on aura pas la gauche au pouvoir... et puis je ne vais pas aller gueuler toute seule ».

Je n'ai rencontré une militante qui soit vraiment scandalisée. Les seules que cela gênait un peu restaient immobiles, sans penser un instant qu'elles pouvaient y faire quelque chose : aucune n'a eu l'idée d'en appeler à ses camarades pour faire fermer le stand. Quand aux militants... Tel lycéen de Colbert : « Si ça ne gêne personne ». Tel membre du Conseil National, sur le ton de la plaisanterie, pas anodine : « On s'y retrouve tout à l'heure ». Ou une invite polie à ce que j'aïlle, moi, protester auprès de la direction.

Ici, la libération des femmes, a fait un grand pas en arrière. Les pudibonderies de M. Poussy, lors du XXII^e Congrès, s'envolent dès qu'il s'agit de laisser place « à la fête »... pas « différente » du tout. Et, sans doute, ne faut-il pas se mettre à dos le petit commerçant, ce maquereau qui exploite la fille. Ecoeuré, je déserte. Radio Avant-Garde diffuse Jean Ferrat : « Avec Aragon, je le déclare, la femme est l'avenir de l'homme ». Avec les JC, ça promet.

F. A. un mec de la LCR

Des syndicats soutiennent des soldats sanctionnés

Lyon :

deux bidasses en taule pour avoir refusé de briser la grève de Monin

CFDT RHONES-ALPES ET FEDE BATIMENT AVEC LE COMITE DE SOLDATS

Après l'annonce des sanctions frappant les appelés du 405^e RA de Hyères (60 jours d'arrêts de rigueur pour sept appelés, des mutations pour six d'entre eux dans des garnisons de l'Est et du Nord), la CGT Provence-Côte d'Azur a tenu une conférence de presse à Toulon. A la suite de cette réunion, l'UD-CGT des Bouches-du-Rhône a publié le communiqué suivant :

« Devant cette nouvelle vague de répression dans les casernes, l'UD-CGT des Bouches-du-Rhône appelle les travailleurs du département à élever une vive protestation en signant massivement les pétitions que leur proposeront leurs syndicats et sections syndicales. Ces pétitions seront envoyées au commandement de la VII^e Région militaire, caserne du Muy à Marseille.

« L'UD demande dans l'immédiat qu'une confrontation soit organisée dans la caserne en question sur les points soulevés dans le communiqué établi par les appelés et qu'en attendant les sanctions soient suspendues, que les soldats mutés soient réintégrés dans

leur caserne et qu'ils bénéficient de tous leurs droits, permissions, etc.

« L'UD soutient les familles des appelés sanctionnés et les assure de sa plus complète solidarité. »

Dans le même temps, temps, l'UD-CFDT du Var a envoyé une lettre ouverte au ministre de la Défense dans laquelle, après avoir protesté contre la répression frappant les appelés, elle souligne qu'il ne peut être fait d'autre reproche aux soldats que celui d'avoir voulu défendre leurs droits. « Nous demandons, précise la lettre, qu'une enquête sérieuse soit effectuée sur le fonctionnement de cette caserne et, dans l'immédiat, la levée des sanctions disciplinaires ainsi que l'annulation des mutations. »

Ces prises de position syndicales communes dans leur fond, mais séparées dans leur expression (alors que les premières initiatives de soutien étaient prises conjointement) permet cependant que s'organise partout un vaste mouvement de solidarité.

Déjà, à la faculté de St-Jérôme (où C. Fabre, l'un des soldats réprimés est

étudiant), un tract et une pétition inter-syndicale CGT-CFDT-FEN circulent, exigeant notamment le droit d'association pour les soldats. Correspondant



405^e RA Hyères :

7 appelés aux arrêts, 6 mutés

Protestations d'Unions départementales CGT et CFDT

L'Union régionale CFDT Rhône-Alpes et la fédération de la construction et du bois ont fait rencontrer à la presse des représentants du comité de soldats de la Valbonne, afin que ceux-ci puissent publiquement faire le point sur la répression qui sévit dans l'armée suite aux actions qui ont accompagné la tentative de bris de grève lors du conflit de Monin, à Lyon.

Après la grève de Monin la répression s'est développée dans l'entreprise : les avertissements se multiplient (six depuis la fin de la grève) sous des prétextes futiles, des entraves aux droits syndicaux sont tentés. Mais c'est surtout contre la répression dans l'armée que la CFDT a voulu attirer l'attention. Pour ce faire, le plus simple était évidemment de donner la parole aux appelés.

Ceux-ci, délégués par le comité de soldats du 4^e Régiment de Génie de la Valbonne ont révélé que deux soldats, Dumain et Metral sont aux arrêts de rigueur et au secret depuis plus de 15 jours, pour avoir refusé de ramasser les poubelles en remplacement des travailleurs de Monin en grève. « Cette action était largement comprise par tous les soldats » ont expliqué les deux membres du comité. « Ceux qui ont accepté les ordres l'ont fait uni-

quement par crainte des sanctions. Ce n'est pas sans mal et sans menace que l'armée a pu mettre en place son fameux plan Aspirateur. »

Déjà, rappellent les soldats, lors de la grève des communaux on nous avait préparé dans certaines compagnies. Il régnait un climat de préparation de manœuvres. On nous expliquait qu'il s'agissait d'une mission secrète. A l'époque, nous avions dénoncé ces préparatifs dans le Mauvais Génie, le bulletin de notre comité. La fin victorieuse de la grève des communaux a finalement annulé l'intervention. Mais avec Monin, le plan Aspirateur a été mis en œuvre.

Comment défendre maintenant Metral et Dmain ? Rien de formel n'a été décidé lors de la conférence de presse, mais les travailleurs de Monin, qui sont pour la plupart des émigrés, ont été très sensibles à la solidarité manifestée par les soldats. Le « aiors qu'est ce qu'on fait ? » est une question qui revient souvent. Après la conférence, ceux de Monin ne peuvent envisager de laisser en prison, sans réagir, les soldats qui ont refusé de briser leur grève. ET, ceux, nombreux, qui se sont impliqués activement dans le soutien à la grève, pensent de même.

Correspondant Lyon.

vie syndicale

Après le 37^e congrès de la CFDT

« Syndicalisme-Hebdo » tire le bilan

- Une petite minorité de coucouc
- D'autres avec qui le débat est possible
- Une majorité « confortable et permanente »

L'hebdomadaire de la CFDT consacre un numéro spécial au compte-rendu du Congrès national. On y trouve le résumé des rapports et des interventions dans le débat, le texte des résolutions adoptées, et des extraits des amendements minoritaires. L'éditorial de ce numéro constate :

« Lors de la préparation, le Bureau national sortant avait clairement annoncé la couleur. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la résolution générale, il avait décidé de soumettre aux délégués présents à Annecy ceux des amendements déposés qui étaient le plus susceptibles de poser problème. Il s'agissait en quelque sorte d'une opération de clarification. N'est ce pas d'ailleurs ce que disait Edmond Maire lorsque, à l'issue de sa réponse au débat général, il déclarait aux journalistes : « Oui, il s'agit d'une réponse ferme et sans concession. C'est vrai que nous voulons nous compter clairement afin de savoir comment se compose la majorité fédérale qui devra faire face aux prochaines échéances. Cette majorité est constituée de ceux qui voteront le quitus demandé par le BN et la résolution générale »

Et, quelques temps après, il ajoutait : « Il y a d'un côté une petite minorité composée de militants qui contestent fondamentalement la ligne fédérale. Elle est composée essentiellement de ceux dont j'ai dit qu'ils étaient des coucouc qui venaient déposer des œufs dans notre nid »

De l'autre côté, il y a ceux qui ont signé ou soutenu le texte de la contribution aux débats du 37^e Congrès (1) et qui ne mettent pas en cause la conception qu'a la CFDT de l'organisation syndicale, ni l'essentiel des orientations confédérales. Avec ceux-ci, nous entendons bien poursuivre le débat engagé à partir des différences, qui

existent entre nous. A la vue des votes et des débats qui ont eu lieu, on peut estimer que ces militants représentent entre 12 et 20 % des mandats »

Pris dans leur ensemble, les votes émis à Annecy laissent apparaître une majorité confortable et permanente. Le quitus au BN sortant n'a-t-il pas recueilli 66,03 % des mandats contre 21,38 % et 12,58 % d'abstention ? Le vote sur la résolution générale 60,42 % contre 19,39 % et 20,10 % d'abstention ? La résolution action a été votée à mains levées, 856 voix contre 78 et 180 abstentions ?

Significatifs également ont été les votes portants sur les différents amendements à la résolution générale et à la résolution action.

C'est par 77,51 % des voix qu'a été confirmée la position confédérale sur le rôle du syndicat, par 71,42 % le bien fondé des objectifs de transformation, par 69,84 % la manière de situer la CFDT par rapport au problème des soldats, par 69,53 % la stratégie développée en matière d'unité d'action, par 66,95 % la condamnation des avants-gardes révolutionnaires, par 66,33 % le rôle accordé aux luttes d'ensemble des travailleurs, par 65,04 % le rejet des comités de grève souverains, par 62,84 % la revendication de progression du pouvoir d'achat et par 61,32 % la conception CFDT des rapports entre l'action gouvernementale et l'action de masse.

Même lorsqu'ils ont été repoussés, trois amendements ont totalisé un nombre de voix important : il s'agit des amendements sur l'hégémonie des travailleurs (42,07 % des votants) sur la restructuration du syndicalisme international (41,23 %) et sur l'union confédérale des cadres (40,50 %). Ils prouvent incontestablement qu'il existe encore des problèmes en discussion dans l'organisation qui ne surprendra personne

car on sait la place que la CFDT accorde au débat démocratique. »

Enfin en ce qui concerne le climat général des débats, l'éditorial conclut :

« Si ceux-ci ont toujours été animés, c'est-à-dire très ouverts et donc très démocratiques, on peut regretter les manifestations d'intolérance de certains camarades. N'y a-t-il pas un paradoxe dans le fait que ce soit les mêmes qui ait en permanence fait référence à la base et se soient empressés de siffler les responsables CFDT élus... par les représentants de cette base ?

(1) Il s'agit des fédérations de la Banque, de la Santé, des PTT, de la Construction-Bois, Hacuitex et de la région Rhône-Alpes.

« Anarchisants, Trotskysants ou Maoïsants »...

Dans le même numéro on trouve aussi un article qui porte sur une déclaration des signataires de la contribution :

« Les représentants des 6 organisations signataires de la contribution aux débats du 37^e congrès (fédérations de la Banque, de la Santé, de la Construction-Bois, des PTT, Hacuitex et région Rhône-Alpes) ont fait savoir, dans une déclaration, remise à la presse au cours du congrès, qu'ils ne pouvaient en aucun cas être assimilés aux soi-disants « anarchisants, trotskysants ou maoïsants » dont ont parlé certains organes d'information et que pour eux « la cohésion de l'organisation passe par des débats démocratiques sur les problèmes concrets qui se posent aux travailleurs, problèmes débattus dans le cadre du congrès... Sans commentaire... »

Ecole d'Olivet

LA LUTTE CONTINUE

Premières reculades, mais menaces persistantes à l'Ecole d'éducateurs d'Olivet. Les reculades : suite à une rencontre entre la fédération santé-CFDT, l'Ecole et Veil, le ministère a finalement reconnu qu'il était illégal de faire figurer la mention « a participé à une séquestration » sur les dossiers de diplôme de certains éducateurs. Dans la foulée, Royer le directeur de l'Ecole qui était à l'origine de la menace a eu droit à un blâme de la part de l'organisme gestionnaire, le CREAM.

Au niveau de la répression : les 48 travailleurs en formation accusés de séquestration ont en effet reçu des convocations de la police « pour déposition ». Il ne s'agit pas encore d'une plainte. Lors d'une AG, à l'unanimité,

les « séquestrants » ont décidé de ne rien déclarer. Face à cette détermination, il semble que la répression hésite à se manifester.

Menace enfin, mais de taille : rien n'est réglé au niveau des négociations avec le CREAM. Là, on joue le pourrissement. C'est la tendance la plus dure du conseil d'administration qui semble l'emporter. Des apprentis patrons de choc se révèlent, qui entendent bloquer toute négociation, et s'opposer à l'extension du protocole d'accord syndical.

Face à cela, la section CFDT envisage l'organisation d'une mobilisation générale Enfance inadaptée, avec extension aux luttes des élèves infirmières contre la loi hospitalière.

Correspondant Orléans.

UN NUMERO A LIRE

Le numéro 23 de la revue Critique de l'économie politique est paru. Depuis un certain temps déjà... Il n'est cependant pas trop tard pour signaler qu'il est à la fois utile et accessible. A la différence de numéros précédents, centrés sur des questions théoriques générales et dont la difficulté avait souvent rebuté des militants ouvriers, cette étude sur Travail et Emploi comprend une série d'articles en prise directe sur les problèmes posés aujourd'hui au mouvement ouvrier par l'existence d'un million et demi de chômeurs.

- Une étude sur « conditions de travail et analyses économiques »
- Un texte de Dominique Roy sur ce que le CNPF appelle la « mobilité de l'emploi » : la politique de gouvernement et du patronat pour favoriser la circulation de la main-d'œuvre, l'effet de la crise sur le personnel temporaire, sous contrat, etc...
- Un article sur la pauvreté aux Etats-Unis et les politiques de la

bourgeoisie en faveur des « plus défavorisés »

- Une analyse de l'évolution de l'industrie textile depuis 20 ans où J.Y. Darrake étudie l'évolution de la place du textile dans l'économie, l'évolution de la productivité, des qualifications, des salaires et de la structure des emplois.

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes
karl marx

23

Travail et emploi

La grève de la Sonacotra

11 JUIN : UNE ECHEANCE IMPORTANTE

La réunion du comité de coordination des foyers Sonacotra en grève a été amenée à prendre d'importantes décisions. Depuis quelques temps, de nombreux débats avaient traversé les foyers. La longueur de la lutte, la violence des attaques gouvernementales avec l'expulsion de plus de 10 délégués, avaient posé de nombreux problèmes.

toute discussion globale avec le comité et tentait d'imposer des négociations séparées, foyer par foyer. Dans ces négociations séparées la Sonacotra a cédé sur quelques revendications, les mettant ensuite en avant pour essayer d'imposer des accords dans chaque foyer.

Un certain nombre de résidents des foyers ont refusé les manoeuvres de

division et souhaité qu'une négociation globale puisse s'engager avec la Sonacotra, où l'ensemble des problèmes serait discuté. D'autres résidents pensaient qu'il fallait rester sur une position plus dure et attendre que la Sonacotra demande une entrevue avec le comité de coordination.

Finalement, sous la pression de nombreux résidents, la position d'aller

devant la Sonacotra, pour exiger la négociation, s'est retrouvée majoritaire. Un communiqué a été envoyé à l'ensemble de la presse. Une délégation sera donc envoyée. Il importe donc que d'ici là le plus grand nombre possible d'organisations apporte son soutien à cette initiative qui montrera où sont les véritables responsables du blocage actuel de la situation.

BAGNOLET :

ECHEC A LA DIVISION

Le 13 mai, des policiers en civil étaient intervenus à l'aube au foyer de Bagnolet, défonçant les portes et arrêtant un camarade, l'autre parvenant à s'échapper. Deux autres délégués furent arrêtés quelques heures plus tard sur leur lieu de travail et accusés d'avoir commis des délits graves. Ces camarades, élus démocratiquement par le comité de résidents avaient contribué à l'animation et à la structuration de la grève sur leur foyer comme à la coordination. Ils ont fait des choses appréciables pour tous les résidents et sont actuellement dans leur pays d'origine.

Après leur départ, certains résidents se sont engagés à prendre la relève sans pour autant être élus par tous les résidents du foyer. Le 4 juin,

ils avaient rendez-vous à la mairie de Bagnolet, en présence de l'amicale des Algériens, le PCF et la CGT. Pour négocier sur la base d'accord du foyer Allende de St-Denis, lequel est rejeté dans tous les foyers.

Mais l'ensemble des résidents, refusant cette négociation dans leur dos, a réélu démocratiquement un comité. Ce comité a écrit une lettre à la direction Sonacotra, faisant part de son refus du protocole. Il a d'autre part élu un porte-parole pour la négociation du 11 juin. Une pétition signée par les résidents du foyer a été envoyée à la direction de la Sonacotra, marquant son refus de négocier foyer par foyer.

Correspondant



La grève au foyer Bagnolet

en lutte



• Jeudi matin, les grévistes de la CIT-Alcatel ont repris le travail sur 1500 F mini au lieu de 1400 avant, avec une augmentation de salaire qui va de 65 F pour les OS à 125 F pour les P2. Dans les autres boîtes, les négociations ont lieu. Il s'avère que le patronat cède très peu. Après le week-end de la Pentecôte, entreprise par entreprise, des votes seront organisés pour décider sous quelle forme sera poursuivie la lutte. A La Rochelle, les enseignants ont manifesté leur soutien résolu à la lutte des métallos. Vendredi matin, une centaine de grévistes de l'enseignement se sont réunis en présence des métallos CGT et CFDT en grève, pour faire le point de la lutte. Dans cette assemblée, tous ont débattu de leurs luttes et des formes que pourrait prendre la solidarité. L'après-midi, l'assemblée générale des enseignants en grève a mis au point un texte déposé par deux délégations auprès de la municipalité et de la Préfecture et l'a communiqué au journal *Sud Ouest*.

TRIBUNE des luttes

Inter-groupe Alsthom CFDT

Après l'annonce de la livraison par la France de deux réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud, l'inter-groupe Alsthom CFDT, concerné par la fourniture des turbo-alternateurs et transformateurs, réuni à Tarbes le 3 juin 1976

- Constate que la livraison de ces réacteurs donnera en fait la possibilité au pays raciste de l'Afrique du Sud de s'équiper d'armes nucléaires ; menaces permanentes contre les pays limitrophes (Angola, Mozambique, ...) et contre les mouvements de libération africains en général ;

- Dénonce l'oppression du peuple africain par l'Afrique du Sud, notamment récemment dans le conflit angolais et par l'aide apportée au régime fasciste rhodésien ;

- Proteste contre cette nouvelle violation des votes du conseil de sécurité de l'ONU concernant le blocus de fournitures militaires à ces pays pratiquant l'apartheid ;

- Dénonce l'hypocrisie du bluff à la « création d'emploi en France » et à la « supériorité de la technique française », alors que ces réacteurs seront construits selon la technique Westinghouse, avec les paiements de licence que cela suppose ;

- Rappelle ses prises de positions concernant d'une part la diversification des sources d'énergie et d'autre part la diminution du temps de travail, solutions capables notamment d'assurer réellement le plein emploi des travailleurs de l'Alsthom.

Comité de coordination Sonacotra

Le comité de coordination constitué de tous les membres élus démocratiquement par tous les comités de résidents des foyers Sonacotra en grève depuis 20 mois s'est réuni dimanche 6 juin à Argenteuil.

Il a pris l'engagement d'entamer des négociations avec la direction Sonacotra le 11 juin à 18 h 30, sur sa plate-forme revendicative. Pour cela il a élu 16 délégués qui seront accompagnés de 13 avocats et journalistes.

Jusqu'à maintenant la Sonacotra a toujours refusé de reconnaître le comité de coordination, préférant des négociations foyer par foyer en utilisant tous les moyens d'intimidation et de pression pour tenter de briser la grève (expulsions, lettres d'huissier, diffusions de tracts et affiches accusant la coordination de refuser des négociations, menaces d'expulsion).

Le recours au conseil d'Etat demandé par les avocats n'a eu jusqu'à présent aucune suite. De plus les résidents continuent à verser leur loyer à un huissier et le feront jusqu'à ce que les négociations aboutissent.

Le comité de coordination lance un appel de solidarité à l'ensemble des travailleurs français et immigrés, des organisations syndicales et partis politiques démocratiques, à venir appuyer la délégation au siège de la Sonacotra, 42 rue Cambonne Paris 15^e, afin de renforcer la pression sur la direction Sonacotra et assurer le maximum de sécurité.

A la conférence parisienne

Elles étaient 600 taupes...

600 participants à la conférence parisienne des groupes Taupes.

Trois jours de rapports et de débats, dans les salles d'une faculté de Vincennes désertée par les étudiants. Il fallait être des mordus, pour passer des heures enfermés, tout un week-end de la Pentecôte, avec un tel soleil...

Qui participait à cette conférence ? Des militants parisiens de la LCR et des groupes Taupe Rouge (les groupes Taupe Rouge rassemblent dans les entreprises les camarades qui se reconnaissent dans l'orientation pratique de la LCR et sont prêts à travailler avec elle. Ils tiennent des réunions tous les quinze jours ou toutes les semaines, et participent le plus souvent à la rédaction d'une feuille distribuée régulièrement sur leur entreprise).

La conférence était construite autour de trois rapports principaux :

- celui de Jeannette Habel, sur la situation politique et les tâches des révolutionnaires, centré sur deux questions essentielles : quel débouché politique aux luttes ? Et quelles tâches pour les révolutionnaires sous un gouvernement d'Union de la gauche ?

- le dimanche, Charles André Udry fit un exposé sur les questions stratégiques-clé qui vont se poser aux révolutionnaires en Europe (crise révolutionnaire, double pouvoir, front unique), en tirant les leçons des expériences de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie et du Chili ;

- enfin, Gilbert traita des problèmes essentiels qui se posent dans l'intervention syndicale, et de la construction de la tendance.

La première soirée fut toute entière consacrée à un débat sur *Rouge* quotidien : pourquoi l'article que j'ai donné au journal n'est-il pas passé ? « Les articles de la rubrique politique sont trop écrits comme un commentaire de l'actualité, et ne donnent pas assez une argumentation pour mener des batailles politiques ». Pourquoi ne pas donner plus d'articles de fond sur la nationalisation sous contrôle ouvrier ou les 35 heures ? Pourquoi, quand

l'indice mensuel de la CGT augmente de 0,9 %, quand le prix des timbres augmente, trouve-t-on la nouvelle dans *L'Huma* et pas dans *Rouge* ? Les articles sont incompréhensibles. Pourquoi n'y a-t-il rien sur la musique classique. Un long débat sur la rubrique culturelle.

Le dimanche soir, c'était la projection du film de CinéLutte *Bonne chance la France*, devant une salle enthousiaste : des scènes étonnantes comme celle des militants CGT des banques reprenant seuls le travail, tête basse, entre une haie de grévistes et une haie de policiers ; un groupe de colleurs d'affiches socialistes chantant *La Marseillaise* le poing levé vers les colleurs de Giscard qui recouvrent les affiches de Mitterrand sous leurs yeux... La joie de voir ce qu'on ne voit jamais sur un écran : l'intimité d'une grève, la façon dont elle change les gens, les liens qu'elle crée.

Impraticables en assemblée générale, les discussions eurent lieu surtout en commissions : sur le rapport général, sur l'intervention syndicale par branche professionnelle, enfin par thèmes à la carte sur l'extrême gauche et les syndicats, les femmes travailleuses, le PCF, les nationalisations...

Quelques chiffres enfin sur la composition de cette réunion : sur un peu plus de 500 questionnaires remplis, on recensait environ 40 % de membres de la LCR pour 60 % de militants des groupes Taupe. Ils se répartissaient comme suit : 76 dans les PTT, 67 dans la Fonction Publique, 62 dans la santé, 29 à la SNCF, 23 à la Sécurité Sociale, 22 dans les banques, 18 au Livre-Editions, 18 chômeurs, 13 à l'EGF, 13 dans les assurances, 7 dans le bâtiment, 7 dans la Chimie, 4 à la RATP, 60 dans la métallurgie, dont une douzaine de camarades de Renault Billancourt, et 50 divers...

La conférence s'est terminée par des carrefours internationaux sur la Chine, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, et les pays de l'Est.

Vingtquatre mineurs ont été blessés, vendredi soir, dans un accident qui s'est déroulé à la fosse 4 de Lens. La cage descendante qui permettait à une quarantaine de mineurs de l'équipe de nuit d'aller au fond, s'est bloquée net, alors qu'elle avait déjà pris une certaine vitesse. Les mineurs ont été projetés contre les parois. Trois d'entre eux ont eu les jambes fracturées et ont dû être hospitalisés. Il semble qu'un des cliquets de sécurité n'ait pas fonctionné et l'accident aurait pu avoir des conséquences beaucoup plus tragiques. On attend avec impatience l'explication que donnera la direction des Houillères.

Un communiqué de la CFDT-Chimie attire l'attention sur un accident du travail qui s'est déroulé, il y a quelques jours à l'usine Rhône-Poulenc de Pont de Claix. Dix sept ouvriers ont été légèrement intoxiqués par le dégagement accidentel d'un gaz dangereux, le phosgène. Ce gaz rentre dans la composition des insecticides. On compte une centaine d'accidents avec arrêts de travail depuis début 76.

Journée d'action de défense de la Sécurité Sociale. Vingt cinq organisations syndicales et politiques appellent à faire du 17 juin une « importante journée pour la défense et l'amélioration des droits sociaux, du pouvoir d'achat et pour la reconquête d'une véritable sécurité sociale ».

Parmi ces organisations : CGT, CFDT, FEN, PACF, PS, PSU et Radicaux de gauche. Cette journée se traduira par des rassemblements, des délégations devant les préfetures, des conférences-débats, des meetings. (d'après AFP)

armée

2 ans de prison pour Hoareau

LE TPFA DE RENNES SE SURPASSE

Daniel Hoareau a été condamné à 2 ans de prison ferme, sans circonstance atténuante, pour refus d'obéissance.

Un procès particulièrement scandaleux. Ainsi, après le rappel des chefs d'accusation, il fut procédé à la lecture du « dossier psychiatrique » de Daniel. « C'est un paranoïaque, névrosé, immature, puéril, cherchant la célébrité au moyen d'un procès. C'est un hystérico-paranoïaque, aux responsabilités atténuées mais il ne peut être réformé ». Fils de paysans réunionnais, Daniel fut de tous les mouvements lycéens, il est donc considéré comme « un dangereux meneur ». Circonstance aggravante : étant sans profession, il est aussi un « fainéant ».

Daniel donne les raisons de son refus d'obéissance : il critique globalement l'armée française qui opprime le peuple réunionnais. « Hoareau est un cas peu intéressant », commente le commissaire de la République d'entrée de jeu. « Hoareau n'est dangereux que pour sa bêtise ». « Le bon sens » du tribunal devant « sortir vainqueur », ce sont deux ans fermes qui sont réclamés. Histoire de se donner bonne conscience, on se sera étonné, entre temps, que Daniel n'ait pas demandé le statut d'objet de conscience.

A cela, M^e Paganet, l'avocate de Daniel répond en s'étonnant de l'ignorance du commissaire : il n'y a pas de statut d'objecteur accordé pour motif politique. « Mon client, par ailleurs, n'est pas un pacifiste utopiste ». Elle explique ensuite les menues ambiguïtés qui entourent la notion de « patrie française » appliquée au département de la Réunion. « Daniel Hoareau connaît bien l'armée française, il a subi sa répression pendant les manifestations lycéennes ». Fainéant Daniel ? Quelqu'un ici a-t-il une idée précise du problème du chômage dans l'île de la Réunion ?

Dans une dernière intervention Daniel demande des précisions sur le service qui a établi l'enquête le concernant. Il dénonce, pour conclure, les tribunaux d'exception que sont les TPFA, « la justice bidon » qui s'y rend. Sans illusion sur la sentence, il remercie son avocate et les amis français qui sont venus le soutenir.

Tribunal d'exception, tribunal raciste, le TPFA de Rennes s'est ce jour-là surpassé.

Correspondant Rennes

Constance

ZERO DE CONDUITE POUR LES GENDARMES

Suite à l'agression des gendarmes français contre les civils allemands du comité de soutien aux soldats français devant la caserne du 129^e RI de Constance, les protestations se multiplient du côté allemand. Les militants allemands qui ont été agressés envisagent de porter plainte pour coups et blessures et détention arbitraire. Après la police allemande qui a protesté auprès du chef de la gendarmerie française, les journaux locaux et régionaux condamnent l'agression. Les autorités françaises se taisent : leur premier communiqué affirmant que les gendarmes croyaient avoir affaire à des militaires français n'a convaincu personne (pas pour rien : c'est en allemand que les gendarmes se sont adressés à eux) et on préfère se taire maintenant. En attendant, on n'a toujours pas de nouvelles du soldat français arrêté en même temps que les civils allemands et « disparu » depuis.

Correspondant

Demain, un feuilleton dans Rouge

PAS UN ROMAN D'AMOUR, HELAS !

1976: le rêve n'existe pas Cette affirmation vous me la contesterez sans peine.

Je vous accorde qu'il y a encore aujourd'hui des rêves et des rêveurs. Mais je tiens que LE rêve se voit toujours un peu plus réducteur à une vaste compilation du morbide, et de sa quotidienneté. La preuve en est que vous ne pourrez pas faire un feuilleton sur la jeunesse d'aujourd'hui qui soit à la fois réaliste et joyeux.

Oui, j'entends bien : la révolte, la lutte est l'expression d'une joie profonde, collective fondamentale, qui dépasse le sourire d'un moment ou telle sensation agréable...

Mais j'entends surtout les gémissements, l'angoisse et les renoncements de la jeunesse.

A l'école, à la fac, à l'usine, au bureau, à l'apprentissage, mais aussi dans la rue, la piale, la solitude, la drogue, ou la prison, la jeunesse est contrainte, éduquée, prise en charge, canalisée, réprimée, leurrée...

Deux phénomènes dominent aujourd'hui cette jeunesse purgatoire. D'une part et depuis fort peu de temps, se constitue une force autour de la notion de jeunesse, principalement impulsée par le regroupement massif des jeunes dans les institutions scolaires et universitaires, et depuis l'expérience de l'affrontement avec l'appareil d'état bourgeois de 1968.

D'autre part, la jeunesse est aujourd'hui la principale victime de la crise : 700.000 chômeurs de moins de 25 ans. Mais le chômage en tant que tel (« pas de travail »), ne trouble pas les jeunes : c'est bien plutôt les conséquences spécifiques de la situation du jeune chômeur qui pose problème : manque d'argent, dépendance financière vis à vis des parents, ou « délinquance ». Pas d'emploi : iso-

une fois de plus Rouge se dégonfle!! Je résilie mon abonnement...



les temps modernes

UNE SEULE SOLUTION : LA VELOCUTION !

A l'occasion de la journée de l'environnement, des manifestations à vélo se sont déroulées samedi dans plusieurs villes de France, pour les Amis de la Terre, il s'agissait de réaffirmer les revendications qui rendraient possible à Paris et dans les grandes villes la circulation non-polluante des deux roues (pistes, vélos municipaux, la priorité, etc) et le développement des transports en commun. A Paris, environ 3000 vélos ont manifesté, créant un embouteillage de vélos d'abord pédale contre pédale, puis de grands bouchons d'automobilistes pas toujours décontractés mais si souvent souriants. L'angoisse d'être à deux roues coincé entre un camion et des voitures fumantes disparaissait un moment et les plus graves heurts ont dû être un ou deux garde-boues rayés... « La bagnole, ça tue, ça pollue et ça rend con » et aussi « en vélo, on roule, en auto, on est roulé par les pétroliers. »

C'est vrai que Paris sans voitures avec des bus rapides et libres sans encombrements, des deux roues et des rues piétonnes, ce serait plus souriant. Mais au-delà ce qui fait se retrouver chaque année les cyclistes contre la démocratie automobile, c'est un refus du phénomène urbain capitaliste, le sentiment que toute notre vie y est façonnée pour le travail et le commerce, au mépris de notre environnement. Une telle constatation est politique, elle peut devenir l'axe d'une lutte de masse.

Les Amis de la Terre ont prévenu que cette manif était la dernière de ce type et qu'ils allaient développer d'autres actions. Espérons-le.

P. V.

AVEC LES CEMEA

Demain, mercredi, aura lieu à Clermont-Ferrand à partir de 14H30 une rencontre avec les CEMEA. Cela se passera 61 avenue de l'Union Soviétique, à la délégation générale des CEMEA. Au programme: montages diapos, films; rencontre avec des enseignants, animateurs et militants de centres vacances; débat avec Emile Copferman; exposition vente de livres, entrée gratuite.

COMPLETEMENT BEURREE

Le numéro 12 de la Biscotte, mensuel de contre-information du Val d'Oise paraîtra le 12 juin. Il y aura entre autres un supplément de 4 pages sur le foyer Sonacotra de Garges. En vente dans tous les kiosques de gare et librairies du Val d'Oise. La Biscotte habite 25 Grand Rue, 95460 Ezanville.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

école

L'ECOLE DU BATON

Des instituteurs licenciés en Seine St-Denis

Le 4 mai dernier, 4000 instituteurs de la Seine St Denis (93) avaient manifesté pour exiger le paiement des salaires et la garantie de l'emploi pour les auxiliaires. La réponse de l'administration : une circulaire à la fin du mois mettant « à la disposition de l'académie » 137 instits auxiliaires, faute de crédits. En clair : ils sont licenciés.

Localement, dans les écoles touchées, une riposte éparpillée a vu le jour : refus de monter en classe, banderoles, délégations... Ainsi, dans des sous-sections du SNI, le projet d'une grève reconductible, seul moyen d'ampleur pour le réemploi des licenciés, fait son chemin.

Mais la direction départementale du SNI ne l'entend pas de cette oreille. Tout en s'opposant à la direction nationale qui ne réagit pas ou pire, donne raison à l'administration, elle limite la mobilisation à des délégations et à une grève de 24 heures le 10 juin. Cette décision a

été prise par le conseil syndical après une « grande consultation démocratique ». En fait, une seule proposition était soumise au vote, par écrit, celle d'une grève départementale le 10 juin. Les autres formes de grève envisageables avaient disparu.

Tout le monde ne suit pas cette voie. A Aulnay, depuis le 4 juin, 150

Des surveillants réprimés à Rouen

Cinq surveillants de la région rouennaise ont été réprimés à la suite d'un conseil de discipline, parce que leur « comportement » n'était pas conforme aux normes de l'école version Haby (Rouge du 10 mai). Un sérieux avertissement quand l'on sait que la réforme non seulement envisage la mise au pas des surveillants mais prévoit de faire assurer leur service par les municipalités ou des associations diverses. Deux sont mutés d'office, deux sont suspendus sans traitement pendant cinq mois, un pendant

un an. Pour la levée des sanctions et contre le conseil de discipline des surveillants, véritable tribunal, non paritaire, une riposte large s'impose.

Ce n'est pas la voie qu'a choisi la direction du SNES. En revanche, un comité pour la levée des sanctions existe. Il organise le mardi 8 juin, à 20-heures 30, à la fac de lettres de Rouen une réunion publique, à laquelle Jacques Papinsky participera. Son thème : l'arbitraire et la répression dans l'Education Nationale.

Les beautés de l'olympisme

JEUX-SECURITE

Un régiment de cadets de l'armée canadienne de Kirland Lake en Ontario près de la frontière du Québec a été récemment désarmé de peur que les fusils utilisés par les jeunes soldats ne tombent « dans de mauvaises mains » et soient utilisés par des terroristes au moment des jeux olympiques.

JEUX-MORALE

L'association « Gay coalition against repression » (GCAR) accuse la police montréalaise de se livrer à une campagne de harcèlement systématique contre les homosexuels dans le but de les rendre « invisibles durant les jeux olympiques ». Le GCAR qui représente divers groupements homosexuels locaux dénonce les centaines de descentes policières, ces derniers mois, dans des clubs, saunas ou parc fréquentés par les homosexuels.

Bernard Vergnes

La lutte contre la pollution nucléaire

Pour installer des centrales

SCENARIO POLICIER EN BRETAGNE

La direction de L'EDF veut sélectionner trois sites en Bretagne et dans les Pays de Loire pour y implanter des centrales nucléaires. Selon des informations dignes de foi parvenues à Rouge, voici le scénario de ces « installations ».

Confrontée aux réactions hostiles de la population, la direction de l'EDF, côté jardin multiplie les contacts avec les notables de l'endroit, paie certains aménagements des communes, et côté cour, se réunit avec les préfets, la gendarmerie, les renseignements généraux. Un gardiennage musclé, chiens compris est désormais en place lors des forages préliminaires, ainsi à Plogoff, près de la Pointe du Raz. Ces milices privées sont rémunérées par l'EDF qui, par ailleurs, pour s'assurer les bons services de la gendarmerie, va jusqu'à construire des habitations pour les flics sous couvert de « foyers socio-culturels », ainsi au Blayais en Gironde.

Le quadrillage

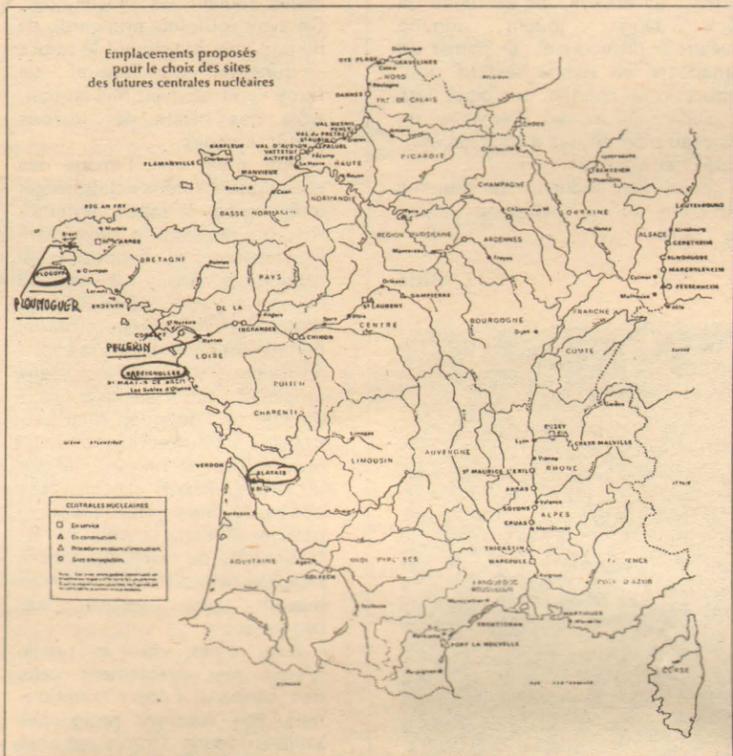
A Plogoff et au Pellerin, près de Nantes, qui constituent deux des trois sites probablement retenus, un véritable quadrillage policier a été étudié pour protéger les forages préliminaires. Au Pellerin, près de 150 gendarmes auraient été mobilisés, cantonnés dans une colonie de vacances. Au dernier moment, devant l'attitude de la population, le préfet aurait demandé le report des travaux. A Plogoff les « autorités », redoutent une attaque du matériel, comme cela s'est produit lors des premiers travaux à Montjean et Brétignolles. Une opération de bouclage et de ratissage de la Pointe du Raz a été mise au point en cas de sabotage. Elle est doublée d'une manœuvre « psychologique » un bruit circule selon

lequel les forages auront lieu le mardi 8 juin. Il semble en fait qu'ils aient prévus le 9 juin à 5 heures du matin, afin de tromper les « contestataires »

Le paysage bouleversé

Toutes ces combines, pour im-

poser le choix nucléaire à une population qui refuse à la fois l'insécurité et la défiguration de la région qui en résultent. Plogoff est un site où l'eau chaude des circuits de refroidissement peut diffuser correctement en mer. Mais cela suppose de creuser la falaise sur 60 mètres, de construire une nouvelle infrastructure routière pour engins lourds, et un couloir de lignes aériennes à haute tension... Autant de bouleversements du paysage de la Pointe du Raz.



HAGUE LA BELLE HAGUE LA POUBELLE

(suite de la page 1)

Bien qu'il soit difficile de se battre contre une usine déjà construite, il s'agissait aussi de dénoncer les conséquences sanitaires à ce jour de la construction de l'usine de retraitement du CEA mise en service en 1967. Nous avons évoqué dans Rouge les sept cas de leucémies dont deux seulement ont été reconnus maladies professionnelles, les quatre cas de déformation de la moelle épinière recensés entre octobre 75 et janvier 76. Aux technocrates hypocrites qui disent que les estimations restent vagues, que la relation entre la présence de l'usine et certaines mutations n'est pas prouvée, les militants anti-nucléaires répondent « nous nous battons pour que l'on sache réellement qui entre et qui sort de l'hôpital. Comment se fait-il que des malades, entrés à l'hôpital général à temps, se retrouvent au centre anti-cancéreux à leur insu, pourquoi n'y a-t-il aucun contrôle civil suivi des intérimaires (50% du personnel du CEA), est-il vrai que des personnes contaminées doivent renvoyer leurs excréments comme déchets radio-actifs ? Parlez, ne gardez pas le secret, sinon, vous aurez beau jeu ensuite de dire que les informations des comités sont partielles ou alarmistes. De même, pour les risques d'accident, est-il exact que le combustible qui sera dégainé (déchargé) par le nouvel atelier HAO, dont on a décidé la construction, sera retraité dans l'ancienne usine qui est déjà presque entièrement « pourrie » (contaminée) : dans des salles où l'on travaillait en blouses en 1967, on travaille aujourd'hui en scaphandres, d'autres étant plombées et murées ? Est-il exact que le plan prévu en cas d'accident, le plan OR-

SEC-RAD, prévoit l'évacuation de la population au sud d'une ligne Ouest-Est passant par St-Lô, le reste étant sacrifié ? ».

Plus peut-être qu'à opposer des statistiques aux statistiques, des évaluations médicales, c'est pour la levée du secret qu'il faut se battre, car sur ce terrain, toute la population se sent concernée, travailleurs du CEA compris.

La mobilisation anti-nucléaire est en effet mal reçue par les travailleurs du CEA qui y voient une menace pour leur emploi, alors que la privatisation se poursuit avec des risques de compression du personnel, alors qu'il y a 3500 chômeurs dans la Manche, que les usines licencient, comme l'Arsenal de Cherbourg où 1500 emplois vont être supprimés d'ici 1980, l'UIE (plates-formes de forage) où l'on prévoit 400 licenciements.

Il faut le dire aussi, les travailleurs du CEA sont relativement privilégiés : hauts salaires, avantages sociaux. Dans ces conditions, la section CFDT majoritaire au CEA a du mal à maintenir aux yeux des travailleurs la position confédérale du moratoire pour 3 ans. Au dernier moment, elle a refusé de participer à la marche, alors que l'Union Régionale était d'accord. Un communiqué du comité d'hygiène et sécurité (où se trouveraient des délégués CFDT) a dénoncé cette marche comme une tentative pour dénigrer les travailleurs du CEA. Dans ces conditions, le mot d'ordre « unité, travailleurs paysans », avancé par les militants de la LCR, dans le cortège, était essentiel, tout comme la bataille pour obtenir une position claire des syndicats et des organisations ouvrières.

Madeleine Verdi

VIOL : où pouvoir et justice s'en tirent à bon compte.

La campagne du mouvement de femmes pour dénoncer le viol comme crime sexiste a atteint un premier objectif : le mur du silence est rompu. La télé parle du viol, la presse parle du viol.

On peut comparer l'émergence de la question du viol avec ce qui s'est passé il y a trois ans pour l'avortement. Pour la bourgeoisie, il y a une différence : si elle se trouvait divisée entre partisans d'une libéralisation modérée de l'avortement et partisans d'une condamnation sans appel, elle se retrouve unie pour dénoncer le scandale du viol. Jamais la bourgeoisie n'a revendiqué le viol comme produit de sa domination. Le viol comme la torture est un vice caché qui indigné toutes les bonnes âmes.

« Les hommes sont ce qu'ils sont »

« Le viol enfin au banc des accusés » titre France Soir (5 juin). La rédactrice appelle ses lecteurs à la pitié pour « le beau visage de Liliane », elle s'indigne des conditions de son procès, après l'émission de télé « Vendredi ». Elle enchaîne « mieux que tout autre, son témoignage (celui de Liliane) montre que les rapports avec les hommes des femmes ayant subi un tel traumatisme seront inévitablement marqués d'agressivité ». Le mot « inévitablement » marque bien la résignation : comme le disait le juge Ulmann : « les hommes sont ce qu'ils sont ». Fatalisme qui mène à la résignation : que faire contre la nature humaine, pourquoi lutter ? Fatalisme qui amène surtout à nier l'oppression des femmes comme produit d'un système qui en profite au maximum. Rien sur la répression et la misère sexuelle, rien sur les incitations

au viol dans les films, les chansons, les affiches publicitaires, rien, plus généralement sur l'image dépréciée de la femme qu'on imprime à l'enfant dans la famille et à l'école.

« Une action judiciaire jusqu'aboutiste »

Que faire ? Telle est la question posée par l'article. « Il reste à entreprendre une action judiciaire jusqu'aboutiste. On en prend le chemin ». En effet de dures peines commencent à tomber en Assises : Lyon, le 6 avril, 8 et 6 ans de prison ferme pour deux violeurs de 17 et 16 ans. Paris, le 1^{er} juin, 7 ans de réclusion criminelle pour quatre violeurs de 20 à 25 ans. Dans la salle, à la lecture du verdict, des incidents se sont produits en faveur des condamnés. Par contre, à Besançon, un gendarme, violeur de 48 ans est déclaré « irresponsable » et admis dans un hôpital psychiatrique... Le pouvoir fait de sa justice ce qu'il lui plaît, frappe des mineurs, innocents des gendarmes. La punition exemplaire du coupable lui donne l'alibi de s'être dédouané à bon compte : n'a-t-il pas fait son devoir, n'a-t-il pas puni ? Et qu'il se dédouane encore plus en promouvant des femmes dans l'institution judiciaire, comme le suggère l'Aurore, reprenant les propositions de F. Giroud ne change rien pour nous.

La bourgeoisie s'en tirerait à trop bon compte avec quelques condamnations dures. Les femmes n'ont que faire de savoir leur violeur pour des années sous les verrous. De cette justice nous ne voulons qu'une chose : que les femmes qui y ont recours ne soient pas traitées en coupables.

N.T.

LA MORALE TUE

Une jeune fille de 18 ans a été tuée par sa mère, dans un village prêche de Dieppe (Braquetuis). La mère n'avait pas supporté d'apprendre que sa fille, qui allait se fiancer, était enceinte. Elle l'a tuée et a tenté ensuite de se suicider... elle s'est ratée.

Tuer sa fille, parce qu'elle a fauté, parce qu'on allait jaser dans le village, c'est dire, même si en général ils ne vont pas jusqu'au meurtre, combien de parents peuvent se faire tortionnaires de leurs filles, de peur d'être montrés du doigt, déshonorés. Si la mère assassine en réchappe, on lui trouvera des circonstances atténuantes, comme on en trouva, il y a quelques années, à cet homme qui assassina sa femme car il ne supportait pas qu'elle aille à des réunions syndicales.

Grenoble

Les patrons de l'Isère n'aiment pas la médecine sociale de la Villeneuve.

Depuis le 1^{er} juin, il n'y a plus de « gratuité » des soins au centre de santé de la Villeneuve de Grenoble. Les neuf représentants du patronat au conseil d'administration de la Sécurité Sociale viennent d'y supprimer le tiers-payant. Donc, les assurés sociaux qui s'y font soigner, doivent maintenant payer la totalité du montant des soins et attendre le remboursement par la SS. Avant les malades cotisants à une mutuelle pouvaient se faire soigner sans avancer un centime. Ceux qui n'avaient pas de mutuelle payaient seulement la partie des honoraires non prise en charge par la SS.

Installé au milieu du nouveau quartier de la Villeneuve, créé par la mutualité de l'Isère avec l'appui de la mairie PS de Grenoble, le centre est ouvert depuis 73. Il regroupe plus de quarante salariés : médecins, employés, personnels administratifs : cette équipe développe une « médecine sociale ». De nombreuses activités du centre de santé sont orientées vers la prévention et l'éducation de la population : mini-conseils de pédiatrie avec les parents - réunions avec les femmes immigrées du quartier - plaquettes d'information et d'éducation sanitaire, sur les méthodes contraceptives, les vaccinations, l'alimentation des jeunes enfants... - dépistage des maladies du sein...

L'équipe du centre a également

opté pour des consultations « lentes », vingt à trente minutes, elle a pris position à plusieurs reprises au côté des travailleurs : contre le contrôle patronal sur l'absentéisme, sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, pour la suppression de l'Ordre des médecins...

En supprimant le tiers-payant, le patronat de l'Isère veut couler cette expérience (plus de 30 000 personnes ont fréquenté le centre en deux ans). Le personnel appelle la population à exiger le rétablissement du tiers-payant. Une réunion d'information est organisée par le comité santé de la Villeneuve le 10 juin à 20 h 30 à la maison Premol, au Village Olympique de Grenoble.

Correspondant e

MORTE, POUR N'ÊTRE PAS VIOLEE

Martine Millet, 23 ans, est morte dimanche matin : elle rentrait chez elle avec son mari quand elle a été enlevée par trois hommes en voiture. Elle s'est tant débattue que la voiture a percuté un mur, il y eut trois morts, dont la jeune femme.

Dans les procès, on a souvent reproché aux femmes, implicitement ou explicitement de n'être pas mortes en se défendant. On a souvent suggéré que qui ne mourrait pas consentait bien un peu :

une femme qui avait dit à son procès « je préfère avoir été violée qu'être morte » a vu cette phrase portée au dossier comme circonstance atténuante pour son agresseur !

Martine Millet est morte. Elle n'a pas été violée. Le seul de ses agresseurs survivant, sergent-chef récemment en garnison à Djibouti, sera-t-il jugé en correctionnelle pour « coups et blessures » ou mis à la retraite anticipée et jugé « irresponsable » comme le gendarme de Besançon ?

Les Rolling-Stones

DES GENS MAL ELEVES QUI NOUS ONT BIEN AIDES A LE DEVENIR !

Ma mère me disait: *Cette musique, c'est pas de la musique, c'est du bruit, ça crache, ça provoque, on ne comprend rien aux paroles, et ce Mick Jagger avec ses grosses lèvres et ses façons de tortiller le cul, comment pouvez-vous vous enticher d'une chose aussi laide ?*

L'inquiétude était là. Les Stones, c'étaient ceux qu'on allait écouter dehors, ou à pleine gomme dans sa chambre, troublant la quiétude feutrée du foyer familial. C'étaient ceux qui provoquaient de longues danses haletantes et des émois bien éloignés des règles des danses 1-2-3-4, des soirées familiales du nouvel an. C'était échapper à notre politesse, à notre gentillesse, nos petites robes et nos petits costumes. C'étaient des gens mal élevés et ils nous ont bien aidé à le devenir.

Phénomène social à propos duquel il faut avoir les idées bien courtes pour n'y voir que de la récupération, une gigantesque entreprise d'intégration dans le système. Les grands mots sont lachés et passent très loin, trop loin. Oui, la publicité du groupe a su très habilement retourner le sentiment de rejet de parents paumés devant une telle agression, bien plus sexuelle et destructrice des valeurs «papa, maman, famille, travail, zi zi cousu» que musicale.

Leur slogan, je serais tenté d'écrire leur mot d'ordre: «Les Stones, le groupe que vos parents détestent» avait génialement mis le doigt sur la brèche. Conquête habile d'un marché ouvert par la crise des valeurs et l'accès à une consommation relativement autonome de la jeunesse. Mais aussi point d'appui pour élargir la brèche, sans penser qu'il suffise d'élargir pour tout faire éclater. Sans la rencontre des deux, il n'y aurait jamais eu les Stones qui se vendent et qui durent, et qui rassemblent des milliers de gens dans des concerts où il se passe bien autre chose que

la simple consommation d'un produit.

Mick Jagger rassemble-t-il les énergies dans le but d'une rupture avec le système? Est-il le chemin royal de la révolution? A-t-il l'intention d'adhérer un jour au parti? Quelle est la couleur de ses chaussettes? Pour la dernière question, se reporter à la presse spécialisée. Pour les autres, bien qu'elles soient du même tonneau, disons non, et alors? Je ne vais pas voir et écouter les Stones pour qu'ils me jouent l'air du parti révolutionnaire, qui me semble lui être l'entreprise la plus adéquate pour rassembler «les énergies dans le but d'une rupture avec le système». Les Stones, c'est pour le plaisir, c'est pour phantasmer sur Mick Jagger, star quand même particulière, homme-femme-femme-homme, on a déjà beaucoup écrit là-dessus, en tout cas star suivant

d'autres normes que je ne peux m'empêcher de mettre en relation avec ma propre envie d'échapper aux rôles qu'on nous a distribués, l'homme, la femme, avec ma propre envie d'en finir avec ces détroques. On milite aussi pour ça, non?

Les Stones, c'est aussi la musique, le défoulement, le désencasement des corps dans la danse, à mille lieues du travail, du métro... Là encore, les attitudes de Mick Jagger jouent comme révélateur provoquant, et mimer ou transposer sa danse restent pour beaucoup un chemin, une piste vers le plaisir, un moyen d'envoyer un nouveau pied de nez à tous les constipés en costume noir.

Voilà les Stones, de pauvres musiciens qui ne savent pas lancer les pavés.

J.L. Ride



MYTHE ERRANT OU SALADE BON MARCHÉ

(En réponse à l'article de A. Bretzel «Complet, merci». Paru dans Rouge du 31.5.76).

Loque brillante, pailletée, traînant sur l'immense scène bruxelloise la silhouette émaciée caractéristique du «stone» - feint ou réel, cela n'a pas d'importance, l'identification aura lieu - Mike Jagger est-il encore, comme l'affirme A. Bretzel, «une figure des plus fortes du rock'n'roll»? Un magma sonore analogue au bruit tonitruant d'un boeing au décollage, des projecteurs sans âme, des automatismes soubresautants, seraient-ce là les ingrédients d'une «fascination»? Peut-on forger un adjectif ad hoc, «show-stonien» et ne pas, ce faisant, participer directement à la création et à l'entretien du mythe?

Chaque détour de virgule de l'article de A. Bretzel transpire l'adorateur camouflé qui égratigne avec dévotion l'idole déchante... On l'aimait bien, dis, mais elle a passé de mode: une petite larme, un bon coup de pied de l'âne, et l'affaire est classée... «Mort magnifique»? Mort dérisoire. Ne pas saisir ce spectacle comme le processus économique promouvant la marchandise «stone», c'est accéditer un

mythe et le renforcer, c'est ne pas comprendre la b-a-ba de l'économie de marché. Depuis plus de 10 ans, c'est «l'organisation énorme» qui fait les Stones et non pas l'inverse! C'est l'organisation Ford qui vend des Ford, l'organisation Coca-cola qui vend des Coca-cola et nous n'avons jamais entendu parler de la «forte personnalité» des Gauloises, sauf dans la publicité. Texte publicitaire, que celui d'A. Bretzel. Du reste, le transfert du public à sa bagnole ou à sa marque de cigaretttes est de même nature, aliéné. On vend des Stones comme on vend des savonnettes, or, les savonnettes sont utiles.

«Le fantastique transfert du public aux vedettes» sera-t-il «aussi l'expression d'un refus du stable et du définitif, d'une remise en cause de l'en-nui et du morose, le besoin d'un mouvement et du rythme»? L'eau jetée sur les spectateurs à la fin du spectacle, matérialisation palpable de la sueur du Dieu extatique et prostré, la Divinité suspendue à une corde au-dessus de la marée des bras tendus, est-ce bien là la musique «de la rupture et du mouvement»? Coupez la corde camarades. Fantastique, oui, l'apologie de la bêtise moutonnaire, du «star system»: adolescence mal mûrie,

passéisme à la «Salut les copains», prétention ou simple démagogie. Qui, à part A. Bretzel, doute-t-il sérieusement qu'aujourd'hui, s'ils n'avaient pas existé, «beaucoup de musiciens ne pourraient se permettre différentes expériences»? Stravinsky ou Parker ont-ils attendu les Stones pour inventer? Shepp ou Stockausen puisent-ils leur inspiration à cette source fabuleuse?

Le spectacle des Stones est l'occasion idéale d'une intégration au système, en contrebande, d'une foule de jeunes mal à l'aise et non le lieu de rassemblement des énergies dans le but d'une rupture avec le système. Le souffle des adorateurs des Stones est loin d'être court s'il souffle jusque dans les colonnes de Rouge. Phénomène social, oui: hystérie collective où le hurlement tente de recouvrir la «musique», oui: mise en scène et manipulation raffinées, oui: mais rien de plus. Malgré (ou à cause de) son allure idéologico-esthétique, l'article d'A. Bretzel est celui d'un camelot: il vend des Stones et les vend bien, malheureusement. Si vous vous y laissez prendre, amis, renversez le podium, sinon prenez votre pied ailleurs.

Priscilla et Yvan.

Au pavillon de Paris Séduction

Bon, c'est vrai, la place coûtait quarante balles. Encore fallait-il avoir eu la chance de connaître la date d'ouverture de la location. En quelques heures, par paquets de plusieurs dizaines, toutes les places s'étaient envolées. Les «friqués» en auront acheté au marché noir, les autres...

Bon c'est vrai, c'était un concert K.C.P. avec sa meute de balaises devant la scène, de gardes du corps agressifs, de mâles roulant les mécaniques. On avait toutefois pris garde de ne pas trop provoquer le public — question de rapport de force — et on avait mis au contrôle des billets des loulous plutôt sympas.

Bon, c'est vrai, l'image des «superstars» nous éclaboussait à la figure. Il fallait lanterner trois heures avant d'avoir notre récompense, et supporter un groupe jamacain de reggae — pas dégueulasse d'ailleurs — un crâcheur de feu comme on en voit tous les soirs à «La huchette», deux jongleurs ne sachant pas jongler et, bouquet final, six dames froufrouteuses qui levaient les jambes au ciel sur un air de «french-cancan». Les boîtes de bière volaient vers le podium et dans la salle — une fille, à côté de moi a du partir la tête en sang — les «Stones» avaient bien monté leur provocation.

Bon, c'est vrai, le public n'était plus exactement celui des concerts «pop» traditionnels. Pas vraiment prolo, pas vraiment jeune. On n'y respirait guère de violence sociale

répondant à la violence musicale du rock n'roll. C'était la génération des années «soixante» assagié par ses espoirs trahis et ses désillusions vécues.

Et pourtant... Il fallut d'une seule image, d'un éclair: Mick apparut, là-haut, au-dessus de l'orchestre, pantalon de velours noir, maillot violet, gilet à reflets dorés, écharpe de soie rouge, marchant vers nous sous son ombrelle chinoise. On vit d'abord ses lèvres. Puis ses yeux. La séduction marchait à plein, on était conquis. Dès lors, peu importait les notes pas très justes sur «Angie», ni le fait qu'ils ne chantent pas «Satisfaction». Ce qui comptait, c'était le gamin qui nous envoyait ses insultes et ses baisers à la gueule, qui faisait monter notre désir contre son corps, qui nous obligeait à déverser nos fantasmes sur sa bouche. Il y eut tout: le phallus géant qui surgit au milieu d'une chanson, le numéro de trapèze au-dessus de nos têtes, les seaux d'eau et les confettis.

Et quand ils dirent «c'est fini», c'était fini. On n'en pouvait plus. Pas besoin de ces rappels grotesques pour obtenir un dernier petit «pied». Le feu d'artifice à la sortie, c'était vraiment du superflu.

Moi, j'étais trop jeune, en 1970, pour voir les «Stones». Et puis, je ne suis pas, c'est vrai, un rat de concert. Mais je peux quand même dire que les «Stones», même en 1976, c'est mieux que tout le reste!

Pierre Julien

Un samedi soir aux abattoirs

L'attente presse devant les portes du pavillon de Pantin une foule variée, nombreuse, plus diverse que celle des concerts habituels du Palais des Sports ou autres lieux. Les Stones n'ont pas une audience déterminée, toute faite, taillée sur mesure, ils ont distillé leur image dans toutes les mémoires, dans les imaginations et dans les aspirations les plus neuves. Les Stones font et commentent le rock depuis ses débuts anglais, plusieurs générations ont déjà traversé leur histoire.

Comment le groupe va-t-il rassembler les revenants et les nouveaux-nés, les embaumeurs et les embaumés?

Une seule solution, la musique. Ils ont compris tout ce qui faisait la qualité particulière de l'écoute de ce soir, c'est à leur musique qu'on les attend, le reste ne peut intéresser que comme une lointaine légende, ici on ne les connaît pas autrement, ou si peu, que comme musiciens de rock.

Bien sûr, l'ambiguïté est là, partout, dans la ficaille et dans la pub, les petits et grands commerces: on vend, on revend des lèvres rouges et des langues vermeilles en alu et en tissus, à coller ou à bouffer, les disques, les billets, on diffuse plus de tracts que jamais usine n'en vit à ses portes. Est-ce le début de la mise

en scène ou les prémices de la mise en boîte? L'incertitude règne jusqu'à l'arrivée dans le noir de Mick Jagger et de ses gunmen.

Et là, ça n'attend plus, la musique s'élève sans introduction, elle arrache quinze mille personnes à leurs points d'interrogations.

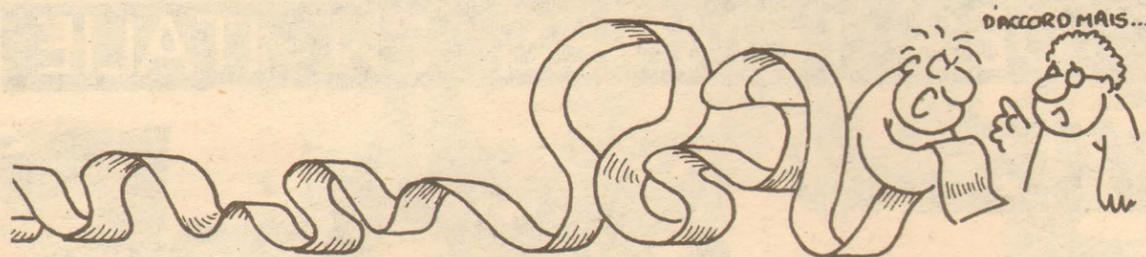
Cette arrivée c'est presque tout le concert rassemblé en une seule image, en un éclat sonore: Jagger est déjà sur le bord de la scène en équilibre problématique, la guitare de Richards lance tout de suite une de ses stridences légendaires.

Wyman immédiatement planté comme un piquet ne bougera plus.

Ce ne sera pas le grand show satanique réglé au pot fumigène, la mise en scène repose sur Jagger et sur lui seul, il porte la musique, voix et visions, invitations et retraits, il va la chercher jusque dans les sorties de la sono, il revient l'offrir, la mime. Il a choisi Ron Wood comme double, pauvre Ron Wood, peu convaincant dans ses envolées, assez balourd et rocker rétro aux côtés de l'Arlequin dansant qui dispose de toute cette énergie à sa guise, avale tout, recrache tout, joue la violence contre la fascination.

Concert contrôlé de A jusqu'à Z, trop contrôlé sans doute, les Stones n'offrent aucune prise au public, ils l'amènent au point de tension qu'ils décident, le laissent là aussi longtemps qu'ils veulent, puis arrêtent tout aussi rapidement qu'ils ont commencé. Refermez la parenthèse.

M.C.



Les jeunes au tribunal de la grande famille d'Etat

J'ai ressenti un certain plaisir à regarder ce film de Cayatte Les risques du métier, mardi dernier sur l'A 2 aux dossiers de l'écran dont le thème à débattre était la vérité sort-elle de la bouche des enfants ?

Quel contraste avec le film qui suivit ! Quels divorce avec la réalité du film, à condition bien sûr de ne pas être aveugle ! les invités, pratiquement tous membres de la grande famille d'Etat (un juge, un gendarme, un parent d'élève, un avocat, un instituteur, un psychiatre sans oublier le présentateur de la télé) se sont noyés dans « la bonne morale » qui veut que les jeunes sont toujours fautifs car ils n'ont pas l'expérience des adultes mais toujours pardonnables pour les mêmes raisons : ils rêvent !

L'histoire du film : un instituteur traditionnel de village exerçant depuis plusieurs années se voit brutalement inculpé et mis en prison sur l'accusation d'abus de moeurs auprès de ses élèves jeunes filles dont quatre l'accusent de faits précis. Sa femme, fidèle à son mari et pour cause le croyant innocent arrivera par son enquête personnelle à découvrir la vérité : les accusatrices avaient toutes inventé une histoire pour couvrir leurs préoccupations d'adolescentes : les premiers pas vers la découverte de rapports intimes entre les deux sexes.

La morale de cette histoire fut au cours du débat que la justice devait former des « spécialistes » pour interroger les enfants dans de tels cas, ce que le colonel qui présente la gendarmerie comme « la fille du peuple » allait rassurer l'assistance : des officiers effectuaient des stages pour ce faire ! Quel aveu d'impuissance ! d'incompréhension et d'ignorance sur les problèmes de la jeunesse !

Personne n'a évoqué le moment sans doute le plus émouvant de ce film : l'adolescente, fille d'un patron du bâtiment, offre à un jeune portugais une glace toute neuve

réparant le geste de son père qui, paniqué par le fait que ses ouvriers se croisaient les bras (ses fainéants !) faute de ciment, avait bousculé l'adolescent et ses affaires avec pour résultat le bris de la glace du jeune portugais. « Tu es tout seul ? » lui demande la jeune fille dans la carrière. Non, répond-il, et il l'emmène dans sa cabanne où il loge et lui joue avec un armonica un air de musique. Mais, ce compagnon de solitude sera vite remplacé par l'amour des deux adolescents. La jeune fille apportera en cachette des commissions alimentaires au jeune portugais. Et voilà qu'une affaire de photos en classe menace cette liaison amoureuse : une seule porte de secours face aux policiers menaçants : accuser l'instituteur ! Mais pourquoi ce mensonge et ceux de ses copines ? A cause bien sûr de toute cette répression sexuelle que subit la jeunesse, de ce fossé entre les jeunes et les adultes développés de tous les rouages de cette machine d'Etat fort bien représenté au débat. Et on comprend alors le dialogue de sourds (lointain d'ailleurs puisque les adolescents étaient absents) entre deux mondes car le seul moyen qu'il puisse exister, c'est la remise en question même des fonctions sociales des invités dans cette société que les jeunes subissent de plein fouet, c'est la démonstration de l'absurdité des réformes de cet Etat (le représentant du SNI a eu pour conclusion en bon pédagogue moderne qu'il fallait chatier les coupables — les mauvais instituteurs (sans doute comme Gabielle Russier) et innocenter ceux qui n'avaient rien fait ! — et de la nécessité de la briser !

Quel dommage que les auteurs du côté des petites filles et de Jeunesse et révolution n'aient pas été invités ! Cela aurait valu l'enregistrement, revendication du président Cornec pour régler de telles affaires...d'Etat !

Emmanuel Pat

Dans l'objectif

à Taverny (95)

DU COTE DES ENFANTS

Un programme qui s'annonce très prometteur, mais qui n'évite pas néanmoins bien des questions. Cette initiative, abordant les problèmes essentiels des enfants (crèche, éducation, loisir,...), est-elle l'amorce d'un projet qui se poursuivra après cette semaine du 8 au 12 juin à Taverny ? Ou bien est-ce tout simplement, comme dans bien des cas, la répétition d'une entreprise de « promotion culturelle » pour sauvegarder le reste des murs et leur donner un vernis de « libéralisme » dont on connaît la teneur ?

MARDI 8 JUIN à 21h : à la Maison des Jeunes, « L'EDUCATION DES ENFANTS », à partir d'un film sur l'expérience de LOCKSY (pouponnière employant des méthodes d'éducation nouvelles) discussion avec les responsables de crèche, psychiatres, médecins de Taverny

MERCREDI 9 à 21h : soirée APAJH (Association de Placement et d'Aide pour Jeunes Handicapés) à la M.J.C., discussion autour du film, VIVRE A BONNEUIL, de M. Mannoni,

VENDREDI 11 à 21h : « L'ECOLE MATERNELLE ET LES TRAVAILLEURS », montage audio-visuel

21 H 00 (sauf dimanche et lundi) M. Mockinpott, de Peter Weiss (compagnie du lierre). Coll et étud : 10 F ou 20 F. A la cité internationale universitaire.

● Petite erreur à propos du spectacle de Nicollet et Jean Hué : ça continue au théâtre de dix heures, avec leur spectacle : on ne rit plus assez du chemin de croix. Relache dim et luni. 20 H 30

● Au petit tep, encore un film ce soir, à 20 H 30 : Melodrame de Jean Louis

Jorge, 17, rue Malte Brun Paris 20^e.

● Premier concert en Europe du groupe vocal du Center for music experiment de l'université de Californie à San Diego (USA). Ce soir au musée d'art moderne.

● Alexis Weissenberg donnera du mardi 8 au samedi 12 juin à 18 H 30 au Théâtre de la ville cinq récitals au cours desquels il interprétera la Partita n° 6 de Bach et les tableaux d'une exposition de Moussorgsky. Place du Chatelet.



NOTRE OBJECTIF : 3 MILLIONS DE CENTIMES...

La Fête que nous avons organisée le 8 mai dernier et les dons que vous avez bien voulu nous faire ont permis de totaliser à ce jour, 5 000 F. et nous vous en remercions.

Nous faisons encore appel à votre soutien financier, notre objectif est loin d'être atteint, nous avons encore besoin de 25 000 F.

Nous comptons ouvrir la salle à la rentrée. Mais pour qu'une salle s'ouvre dans Paris, il nous faut remplir un certain nombre de conditions de sécurité : réfection du toit, isolation thermique et au bruit, chauffage...

Si vous nous avez rencontré lors d'une fête, d'un meeting, dans une boîte occupée ou sur votre marché, si vous considérez que le travail que nous faisons a une efficacité, si vous pensez qu'une intervention sur le front culturel doit se développer, nous vous demandons de soutenir le travail des groupes culturels :

Troupe Z, Théâtre à bretelles, Revue place, Imago, Duval et Machon, Le bulletin paroissial du curé Meslier, Le charivari monstre, La carnagole, Ciné-lutte, et des groupes : Divorce, Comité Irlandais.

Chèques libellés à l'ordre de : Jean-Louis Rugarli envoyés à P.J.T. — BP 89 — 75623 Paris Cédex 13

AMIENS

● Trois projections du film de Joan Micklin Silver à la maison de la culture : Hester street. A 14 H 30, 18 H 30 et 21 H 00.

CAEN

● Que pensez-vous du corned-beef ? Sous ce titre quelque peu déroutant se dissimulent les dessins animés d'animateurs belges, dont Raoul Servais qui est, à tort peu connu en France. A 19 H 00, 32 rue des Cordes. A 21 H 30, sera ensuite projeté L'assassin musicien, de Benoit Jacquot.

GRENOBLE

● Ben Zimet qui est longtemps passé à Paris, dans un

café théâtre sera aujourd'hui et demain à la maison de la culture, à 21 H 00. Pl. 20 F (pour les non adhérents) et 11 F pour les moins de 21 ans et les adhérents. 4, rue Paul Claudel. Tel : 25 05 45

MARTIGUES

● On projette au cinéma le Rex, le Charbonnier, de Mohammed Bouamari à 21 H 00.

PARIS

● Ne manquez pas Marvin « Hannibal » Peterson (le meilleur parmi les jeunes trompettistes, dit-on) à 20 H 30 au studio 104 de la maison de la radio.

● On continue à donner jusqu'au 19 juin, tous les soirs à

Programme

TF 1

20 h 00 Journal
20 h 30 La merveilleuse histoire des jeux olympiques
21 h 20 La Chine de Mao-tse-toung

Elle fait suite à la première partie qui était passée mardi dernier. Celle d'aujourd'hui est consacrée à la victoire de la République populaire et à son développement jusqu'à nos jours (Voir Rouge du 1^{er} juin).

22 h 50 Journal.

A 2

14 h 05 Aujourd'hui madame
Georges Marchais

merde alors, mardi, c'est les femmes, les Francs-maçons ou la Sp2...



17 h 30 Fenêtre sur...
Peut-être. Les jeunes et la société française (9^e partie). La criminalité chez les jeunes.

19 h 20 Actualités régionales.

20 h 00 Journal
20 h 30 Les dossiers de l'écran.
Eisenhower
(Document filmé de la BBC).

23 h 30 Journal

FR 3

19 h 20 Actualités régionales
19 h 40 Tribune libre
Le mouvement normand

19 h 55 Flash journal
20 h 30 Films policiers, aventures
Du rififi à Tokyo
Pas passionnant, passionnant, sauf peut-être au moment du hold-up...1

22 h 10 Journal

ABONNEMENTS D'ETE

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.

Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :
— Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
— Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
— Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM

PRENOM

ADRESSE : RUE

N° VILLE

CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : Du Au

TARIFS 15 jours 1 mois 2 mois

FRANCE 20 F 40 F 60 F

ETRANGER 33 F 65 F 100 F

AVION : écrire au journal



LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ITALIE

TOUTE LA VIE DOIT CHANGER!



« Femme, n'arrête pas de lutter, toute la vie doit changer ! ». Ce slogan qui traduit l'espoir des femmes italiennes a retenti tout au long des manifestations de masse qui ont jalonné l'année 1975 et la première moitié de 1976.

Toute la vie doit changer : par son ampleur et sa combativité, le mouvement des femmes italiennes a ouvert une rèche — qu'il sera désormais impossible de colmater — dans leur oppression, renforcée par le poids de l'idéologie catholique : femme-madone, femme mère et femme au foyer, c'est par milliers qu'elles ont dit non à ces images forgées par des siècles d'oppression.

Pour une sexualité libre, une maternité contrôlée et les mêmes droits devant l'emploi : c'est autour de ces objectifs que le mouvement s'est développé. Mais c'est lors de la campagne sur l'avortement, qui est devenu un problème politique central et a été la cause — immédiate, bien que pas unique — de la chute du dernier gouvernement démocrate-chrétien, qu'il a connu ses mobilisations les plus importantes.

Toute la vie doit changer : le mouvement des femmes a également bouleversé le fonctionnement des organisations révolutionnaires. Contre le paternalisme des unes et l'ouvriérisme des autres, le conflit a parfois été et est encore très âpre : sa traduction la plus « flagrante » étant sans doute la manifestation des femmes du 6 décembre dernier que les militants de Lotta Continua attaquèrent violemment pour tenter d'en faire sortir les femmes de cette organisation. « Nous ne sommes pas une fleur à la boutonnière des hommes de nos organisations » expliquent les féministes révolutionnaires, lançant un débat qui investit tous les niveaux et toutes les structures des groupes révolutionnaires.

Les premiers balbutiements du Mouvement femme en Italie se feront entendre dès 1969 dans le mouvement étudiant. A l'université de Rome, en automne 1969, les « collectifs féminins du mouvement étudiant » distribuent un tract « pour une réelle participation de la femme au processus révolutionnaire ». Les femmes qui avaient traversé la grande vague anti-autoritaire des mobilisations étudiantes de 1968/69 commencent à prendre conscience de leur oppression spécifique (à partir de leur difficulté à s'exprimer ou à se faire entendre dans les assemblées, face au comportement paternaliste des militants du mouvement)

Réunies en collectif

En 1970, apparaissent les premiers « collectifs » non mixtes et les « petits groupes d'auto-conscience ». Après un premier mouvement vers une tendance féministe « interclassiste », ces groupes prendront rapidement une orientation de lutte de classe, sous influence des militantes des organisations révolutionnaires qui y participèrent.

Pour les militantes du Manifesto, et d'Avanguardia Operaia, la radicalisation s'opéra sur la base des problèmes rencontrés au sein même de leur organisation : type de militantisme, marginalité, problèmes de la « parole », etc... Réunies en collectifs, elles ressentiront bientôt la nécessité de s'ouvrir sur l'extérieur, ce qui se traduira notamment par l'investissement dans les « petits groupes »... Les militantes de Lotta Continua, elles, ne participeront pas aux premiers pas du mouvement et sous-estimeront le rôle de maturation que joueront ces premiers véritables groupes femmes. Il semble pourtant que ce soit la création de ces « petits groupes » qui ait, dans un premier temps permis de dépasser la division du mouvement, permis la réunion dans une même structure de femmes d'horizons divers... et donc un plus ample brassage qui conduira aux premiers embryons de coordination : naissance de collectifs féministes non

délimités aux seules militantes d'une organisation. Pour Lotta Continua, le problème femme ne se posera — au 6 décembre — qu'à travers la seule création de « collectifs féministes de Lotta » avec intervention privilégiée en direction des femmes travailleuses. Une vision plus sectaire en quelque sorte à laquelle se couplera le reproche aux autres collectifs de ne pas suffisamment intervenir au niveau des quartiers et des boîtes. Reproche qu'elles considèrent aujourd'hui comme en partie dépassé.

Sur des bases lutte de classe

Le mouvement femme connaîtra une rapide croissance qui entraînera une certaine remise en cause des « petits groupes d'auto-conscience ». La critique essentielle qui leur sera faite, porte sur la constatation que la « solidarité » entre femmes qui pouvait se tisser, restait le plus souvent purement « intellectuelle, idéologique » et conduisait dès lors à une atrophie de la vie interne des groupes.

Repliés sur eux-mêmes, regroupant des femmes pour la plupart de milieu « privilégiés » (étudiantes...), ils apparaîtront comme incapables de résoudre à eux seuls les problèmes posés du fait, surtout, des situations trop diversifiées des femmes qui les composaient (lieu d'habitat, de travail, d'études...).

Rapidement, les premiers collectifs du mouvement apparaîtront : coordinations de « petits groupes », mise en place de commissions par thème (santé, culture...), etc. Ces collectifs s'affirment sur des bases lutte de classe, en opposition à d'autres collectifs, moins nombreux, qui privilégient « la contradiction de sexe ».

Il est difficile d'évaluer l'importance numérique de ce premier mouvement. Toujours est-il, que s'il existe ou se crée encore aujourd'hui des « petits groupes d'auto-conscience », le phénomène majeur de l'heure, c'est la création des collectifs de quartier, de lycées, de facs...



Un rôle de révélateur

Il faut souligner que dans le contexte politique italien, le problème femme — et du coup le mouvement — prendra d'emblée un caractère particulièrement subversif. Que l'on prenne le référendum sur le divorce (1974), à partir duquel s'opéra une première radicalisation à une échelle de masse, ou la loi sur l'avortement... La mobilisation des femmes jouera un rôle de révélateur sur la profondeur de la crise idéologique, politique et sociale italienne...

La lutte pour l'avortement et les « consultori »

C'est à travers la bataille pour l'avortement que le mouvement femme prendra son réel essor. Les quelques rares collectifs de ville qui existaient se multiplieront en même temps que leur composition se modifiera par l'arrivée plus massive de femmes « inorganisées ». La tendance aujourd'hui est celle de la création de collectif de quartier : plus aucune féministe ne se contente de la seule participation à un « petit groupe d'auto-conscience ». La question de l'avortement, en devenant la bataille centrale du mouvement, en a largement bouleversé le fonctionnement sous l'aiguillon du CRAC romain notamment.

Le CRAC (comité romain pour la liberté de l'avortement et de la contraception), a été à l'initiative du mouvement femme lui-même qui en a exigé la non-mixité y compris au

niveau de la représentation des organisations politiques (Manifesto PDUP, Lotta Continua, Avanguardia Operaia)... Représentation qui ne fera d'ailleurs pas long feu ! En effet, à partir du 6 décembre, à la suite de l'intervention violente de Lotta Continua, décision sera prise de refuser toute représentation des organisations politiques en tant que telles. Désormais ne devaient plus être admises au CRAC que les seules militantes des collectifs femmes.

Première entorse importante à la cartellisation, le CRAC a favorisé le processus d'unification du mouvement femme, a été l'amorce de luttes plus coordonnées, mieux centralisées. Le CRAC s'impose comme une étape dans la construction du mouvement femme. A son appel notamment — et en l'absence de réelle coordination nationale — s'organisent un certain nombre de conférences qui regroupent l'ensemble du mouvement, mais sur des thèmes de débat chaque fois précisés. Ainsi, le 11 avril dernier, une conférence sur l'avortement et les « consultori » (centres de soin) s'est tenue à Rome (c'était la 4^e). De même, les efforts tendent aujourd'hui à la création de coordination de ville de tous les collectifs femmes.

C'est aussi et surtout, à travers la lutte pour leurs consultori que les femmes affirment leur volonté de prendre en charge leurs propres affaires.

Pour le mouvement, l'objectif est aujourd'hui de « détourner » la loi (votée en juin 75) sur les « consultori » pour une « maternité et une paternité responsable ». Jusque là, un certain

nombre de centres de soins, régis par les lois fascistes et « contrôlés » par la démocratie chrétienne, existaient. Aujourd'hui, après le vote de la loi, il s'agit de lutter pour la transformation des anciens — et rares — consultori ainsi que pour la création de consultori de quartier, financés par l'Etat et les régions, contrôlés par les femmes, c'est-à-dire de centres qui soient de réels lieux de rencontre entre femmes où l'on ne se contente pas de distiller conseils et médecine.

La politique du PCI

Tant sur la question de l'avortement que des « consultori », le mouvement femme s'est heurté à la politique du PCI qui, ne voulant pas heurter les « catholiques » et surtout la DC s'est toujours prononcé contre l'avortement libre et gratuit et contre la prise en charge des « consultori » par les femmes elles-mêmes. Les mobilisations du mouvement femme le firent reculer un peu sur la question de l'avortement. La bataille des « consultori » est engagée maintenant. Il semble que les femmes du PCI et de l'UDI (union des femmes italiennes, liée au PCI) se soient dernièrement investies dans les « consultori » (en tout cas à Turin et à Milan), confrontant le mouvement femme à de nouveaux problèmes.

La richesse du mouvement des femmes en Italie est telle qu'une page ne suffit pas à en rendre compte. C'est pourquoi nous y reviendrons sous peu.

LES FEMMES DANS L'USINE

Depuis une vingtaine d'années, le nombre des femmes dans la population active tend à baisser en Italie. En 1951, sur 100 femmes, 20,3 travaillaient ; en 1968 : 18,8 ; en 1971 : 18,3 et en 1975 : 17 seulement.

Au cours de cette période, on assiste à une baisse générale de la population active, mais alors que pour les hommes cette baisse est de 15 %, elle est de 26 % pour les femmes.

Cette baisse générale de la population active est due, d'une part, à la prolongation du temps des études et au chômage causé par la restructuration et la « rationalisation » des grandes industries, mises en œuvre à la fin des années soixante.

Pour les femmes, la forte baisse de la population active est due à un double phénomène : le très fort départ des travailleuses du secteur agricole (vu le déclin de celui-ci) n'a pas pu être absorbé entièrement par les autres secteurs (industriels et tertiaires) : ceci à cause des qualifications requises, de la pénibilité des travaux et surtout de la préférence donnée aux hommes pour l'emploi. De plus des problèmes nou-

veaux se posaient aux femmes pour travailler dans les villes : inexistence de l'infrastructure nécessaire pour les décharger de la garde des enfants et des tâches ménagères (à la campagne, les grands parents se chargeaient d'élever les enfants pendant que les femmes étaient aux champs).

D'autre part, cette baisse de la population active féminine est liée au déclin structurel des industries qui emploient « traditionnellement » des femmes : textiles, habillement, tabac, alimentation (pour cette dernière branche, il ne s'agit pas tant de déclin que de la concentration et de la rationalisation qui suppriment des postes de travail).

Il est aussi intéressant de voir que les femmes qui travaillent sont beaucoup plus nombreuses parmi les classes supérieures de la société que parmi les classes inférieures. Ainsi, pour les classes supérieures, 25,5 % des femmes ont un emploi, 29,7 % suivent des études, 35,9 % sont « femmes au foyer » et 6 % retraitées. Dans les couches inférieures par contre, 11 % seulement des femmes ont un emploi, 15,9 % suivent des études,

42,6 % sont femmes au foyer et 24,2 % retraitées.

La participation des femmes dans les luttes n'a cessé de s'accroître depuis 1969. Ainsi, dans les luttes du secteur alimentaire (Perugina, Cirio), de l'industrie du tabac (ATI), dans les luttes des grands magasins, les femmes ont su se placer à l'avant-garde. Elles n'ont pas hésité non plus à occuper leurs usines quand leurs emplois étaient menacés : l'usine d'habillement Harris Moda est occupée pendant un an par les travailleuses, de même que l'usine de machines à écrire Imperial.

Au niveau des structures syndicales, les femmes sont sous-représentées. A l'Alemagna, la Motta, la Pavese, usine alimentaire qui compte 70 % de femmes, les conseils d'usine n'en regroupent qu'entre 10 et 20 %.

Il existe aussi un développement important du travail à domicile (habillement, chaussures) qui représente une surexploitation de la femme et une absence totale de défense (pas de garantie de l'emploi, pas d'assurances maladie, pas d'assurances-vieillesse)...